



Palestine Solidarité

95

janvier 2026 | 5 €



DOSSIER L'HÉGÉMONIE ISRAÉLIENNE AU MOYEN-ORIENT

- > « **Fascisme démocratique** » : exemple de deux propositions de lois, Eden Soussana
- > **Une dissymétrie accablante** : analyse d'ACRIMED

Le dernier Conseil national de l'année 2025 s'est déroulé les 13 et 14 décembre et a réuni une quarantaine de ses membres. Il a été l'occasion de coopter un nouveau membre afin de compléter l'équipe.

Après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu à Gaza, nous aurions espéré pouvoir évoquer une situation apaisée. Ce ne fut malheureusement pas le cas, car mis à part la fin des bombardements, rien n'a changé : l'entrée de l'aide humanitaire reste notoirement insuffisante, 55 % du territoire reste sous occupation, et les pluies torrentielles ont submergé les tentes où s'entassent les réfugiés. En Cisjordanie, la situation ne fait qu'empirer, avec les attaques répétées des colons épaulés par l'armée, c'est un climat de terreur qui règne en Cisjordanie, avec l'intensification de la fragmentation territoriale. En Israël même, l'augmentation des lois discriminatoires envers les Palestiniens (la dernière en date rétablit la peine de mort, à l'encontre d'eux seuls), renforce l'apartheid (cf. page 9).

La mobilisation du 29 novembre, qui a su rassembler, dans une manifestation unitaire, 85 organisations et environ 50 000 personnes, a été longuement évoquée et unanimement saluée. L'importance du cortège AFPS, sa densité et son dynamisme nous ont confortés dans le choix d'un texte d'appel consensuel. Il est ressorti de notre discussion qu'il est absolument nécessaire de donner une suite à cet événement et le choix s'est porté sur une journée nationale d'action avec mobilisations régionales, qui devrait se tenir le 28 mars (cf. page 24).

La Conférence nationale des groupes locaux, qui s'est déroulée à Lille le week-end des 6 et 7 décembre, a elle aussi été largement évoquée. En réunissant 163 participant·es de 46 GL (dont 8 nouvellement créés), l'objectif prévu a été globalement atteint, et les retours des participant·es dénotent leur satisfaction tant au niveau de l'intérêt des activités proposées que de la convivialité des échanges. Il nous reste à pérenniser les retombées de cette CNGL auprès de l'ensemble de nos adhérent·es (cf. page 28).

L'AFPS doit aussi relever le beau défi de sa croissance : l'augmentation significative du nombre de ses adhérent·es et de ses groupes locaux depuis deux ans doit être analysée afin de répondre aux attentes, et de les anticiper, en termes d'engagement, d'activités et de formation. La réflexion qui a déjà été entamée va être approfondie et mise en œuvre par des actions concrètes, tant au niveau du fonctionnement interne de l'AFPS que de l'offre en direction des nouveaux et nouvelles adhérent·es et de l'appui aux nouveaux GL.

Meilleur exemple de cette croissance : le Conseil national a agréé quatre nouveaux GL : Vierzon, 92-Sud, Marne-la-Vallée, Villeneuve-Saint-Georges, un cinquième est en cours d'examen.

Le bilan du Groupe de travail « Réfugiés » pour l'année 2025 a été présenté au CN, revenant sur les actions de sensibilisation et de mobilisation citoyenne, de sensibilisation des acteurs politiques français et européens, et des actions de solidarité et de soutiens aux projets. Il a également présenté ses objectifs pour l'année 2026, sur ce sujet qui a une importance particulière.

Le bilan du Groupe de travail « Coopmil » a également été présenté ; relativement peu connu au sein de l'AFPS, peut être en raison de sa technicité, ce GT a un intérêt spécifique puisqu'il documente la coopération des entreprises françaises d'armement avec Israël, en partenariat avec d'autres associations.

L'année 2026 va être une année importante pour l'AFPS, car ce sera celle du 9^e congrès ; celui-ci se tiendra en novembre et sera probablement très différent des précédents, en raison du poids de la situation internationale et de notre croissance. Il va demander une implication importante des GL et de leurs adhérent·es, qui seront bien évidemment tenus informés du calendrier de cette échéance.

Le président de la Plateforme des ONG pour la Palestine a présenté son fonctionnement, son activité et les difficultés auxquelles se trouvent confrontées certaines associations de solidarité, ainsi que les baisses de subventions qui impactent certains projets.

Les élections municipales, qui se dérouleront les 15 et 22 mars 2026, seront pour les groupes locaux de l'AFPS l'occasion d'interpeller les candidat·es sur leur engagement en direction de la Palestine et du respect du droit international, notamment en utilisant le questionnaire établi par la Plateforme.

Le point financier a clos ce C.N., insistant sur l'importance de la remontée des adhésions ; les dons, que ce soit en « Soutien » ou « Don SOS », connaissent une baisse notable par rapport à 2024. Les dons SOS ont cependant permis de soutenir un certain nombre de projets, en Cisjordanie et à Gaza.

Anne Catherine Charrier

Abonnement 12 € pour 4 numéros successifs :
 > Un chèque au siège de l'AFPS : 21 ter rue Voltaire 75011 Paris en précisant l'adresse d'envoi
 > Accès par QR code ou en utilisant le lien <https://vu.fr/ZqMx>



- 2 Échos du Conseil national des 13 et 14 décembre 2025
- 3 Édito
- 4-5 Chroniques ordinaires de l'occupation
- 6 Main basse sur la Cisjordanie !
- 8 L'hiver à Gaza
- 9 « Fascisme démocratique » : exemple de deux propositions de loi
- 10 Sahara occidental : le pragmatisme ou le droit ?
- 13 L'illusion d'une domination militaire
- 15 Israël et ses voisins du nord : « La paix par la force »
- 17 Iran : retour du nationalisme et fin de la révolution islamique ?
- 19 Les accords d'Abraham, victimes du génocide des Gazaouis
- 21-22 Après le cessez-le-feu officiel le Conseil de sécurité de l'ONU valide un projet colonial
- 23 Trois premiers pas en Palestine : récits croisés de Nathalie, Antoine et Valérie
- 24 Et alors, cette manif nationale ? Hé bien on l'a faite, et c'était un succès !
- 25 Maisons de femmes en Palestine retour de mission
- 26 Du projet Hara 36 à la tournée en France « la Palestine narrée ».
- 28 Conférence nationale des groupes locaux « La jeunesse avec la Palestine »
- 30 Une dissymétrie accablante Deux questions à Pauline Perrenot
- 31 Le Proche-Orient, miroir du monde « Comprendre le basculement en cours »

Photo de couverture : les forces israéliennes et les colons déplacent les agriculteurs de leurs terres, Beit Ula, 22 novembre 2025.
 © Mosab Shawar/Activestills

Un peuple doit être maître et acteur de son propre destin

L'année 2025 devait être celle de la fin à l'occupation et de la colonisation israélienne du territoire palestinien (TPO). S'appuyant sur l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) du 19 juillet 2024, l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) l'a voté le 18 septembre dans la résolution exigeant qu'Israël quitte le TPO et démantèle les colonies avant le délai d'un an. Au lieu de cela que s'est-il passé ?

Le génocide est toujours en cours : le cessez-le-feu entré en application le 10 octobre a été violé quasiment chaque jour par Israël qui bloque toujours l'entrée de l'aide vitale et c'est de froid que meurent les plus fragiles. Israël occupe plus de la moitié de la bande de Gaza et déplace chaque jour la ligne jaune qu'il entend pérenniser comme nouvelle frontière avec la bande de Gaza. Il détruit chaque jour de nouvelles maisons et impose de nouveaux déplacements forcés aux Palestiniens.

L'occupation est toujours plus violente en Cisjordanie et à Jérusalem-Est : destructions d'habitations, arrestations de masse, torture systémique dans les prisons israéliennes, territoire totalement bouclé et asphyxié, paralysie des ONG de défense des droits humains...

Israël programme et construit toujours plus de colonies. La violence des colons, armés par centaines de milliers, atteint des niveaux jamais égalés : incendies, harcèlement, vols de bétail, destructions, saccages, assassinats... Le passage à tabac de Palestiniens, en territoire occupé ou en Israël, non seulement n'est pas sanctionné mais est encouragé par une partie des ministres et des députés, portant fièrement à la boutonnière le sinistre nœud coulant symbole de la violence raciste et suprémaciste.

L'État israélien renforce son régime d'apartheid par toujours plus de lois discriminatoires dont la dernière en date envisage d'instaurer la peine de mort pour les seuls Palestiniens.

L'impunité assurée par les gouvernements internationaux à Israël lui a donné le feu vert permanent pour franchir toutes les lignes rouges sans jamais avoir de compte à rendre. Pour une fois, les Nations unies s'étaient dotées dans leur résolution de leviers très importants pour faire pression sur Israël afin de lui imposer le respect du droit qu'il viole en toute impunité depuis bientôt 80 ans. On pouvait donc imaginer que l'année 2025 serait l'année de l'application du droit international, de la fin de l'impunité d'Israël, les États ayant l'obligation de prendre

des mesures pour lui imposer la fin de l'occupation et de la colonisation.

Au lieu de cela, à quoi a-t-on assisté ? Au détricotage mois après mois de tout ce qui devait permettre cette application du droit. La France qui devait contribuer à mettre en œuvre cette résolution a contribué à sa neutralisation en ignorant délibérément ses objectifs et toutes les obligations qui en découlaient, en refusant toute sanction et en garantissant l'impunité à Israël. Les États ont montré leur hypocrisie et leur lâcheté mais surtout se sont rendus de facto complices des crimes d'Israël. À l'exception de ceux qui se sont retrouvés autour du Groupe de la Haye, ils ont montré qu'ils ne se sentent engagés, ni par leurs votes aux Nations unies, ni par les valeurs qu'ils prétendent incarner.

Les conditions associées à la reconnaissance de l'État de Palestine dans la déclaration de New York étaient un préambule au plan Trump entériné par le Conseil de sécurité des Nations unies : mise sous tutelle des Palestiniens de Gaza, rien sur la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid, la création de l'État palestinien reportée aux calendes grecques. Et rien dans les mains des Palestiniens. Une violation des fondements même des Nations unies bâtis sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Faut-il rappeler qu'Israël n'a pas le droit d'agresser la population qu'il occupe (au contraire, il lui doit protection et assistance), qu'il n'a pas le droit d'agresser ses voisins, qu'il n'a pas le droit de conquérir des territoires par la force, de détenir des enfants, de pratiquer la détention administrative de masse, de coloniser des territoires ni de tirer profit de ses ressources naturelles ?

Faut-il rappeler que le seul devoir d'Israël concernant le territoire palestinien qu'il occupe est d'en partir et certainement pas de décider de quelles sont les ONG qui peuvent y entrer et porter assistance aux Palestiniens.

Il n'y a pas d'autre voie que celle du droit contre la loi du plus fort, celle qui rendra aux Palestiniens leur territoire et tous leurs droits, celle qui leur permettra d'être maîtres et acteurs de leur destin. Faire lever les blocages qui les maintiennent dans l'ère coloniale, voilà le défi que nous devons relever en 2026. Le mouvement de solidarité sera d'autant plus fort qu'il sera uni et déterminé.

Anne Tuillon, 19/12/2025

BIEN MASSACRER POUR MIEUX VENDRE

L'industrie d'armement israélienne est florissante : elle se nourrit de l'état de guerre permanent entretenu depuis 1948. Les exportations du secteur ont atteint un record de 12,7 milliards d'euros en 2024, faisant d'Israël le **8^e pays exportateur d'armes au monde**, son industrie d'armement ayant clairement bénéficié de l'offensive génocidaire entamée en octobre 2023. Après avoir été utilisées à Gaza, en Cisjordanie, au Liban ou ailleurs, les armes israéliennes sont labellisées « *combat proven* » (ayant fait leurs preuves au combat) ce qui permet à

l'industrie militaire israélienne d'utiliser le génocide et les crimes de guerre comme argument de vente pour ses produits.

Extrait du guide des entreprises françaises d'armement complices d'Israël édition 2025, réalisé par Stop Arming Israël France. Voir diagramme ci-dessous.

<https://stoparmingisraelfrance.noblogs.org/ressources-pour-agir/guide-des-entreprises-francaises-darmement-complices-disrael/>

M. S.

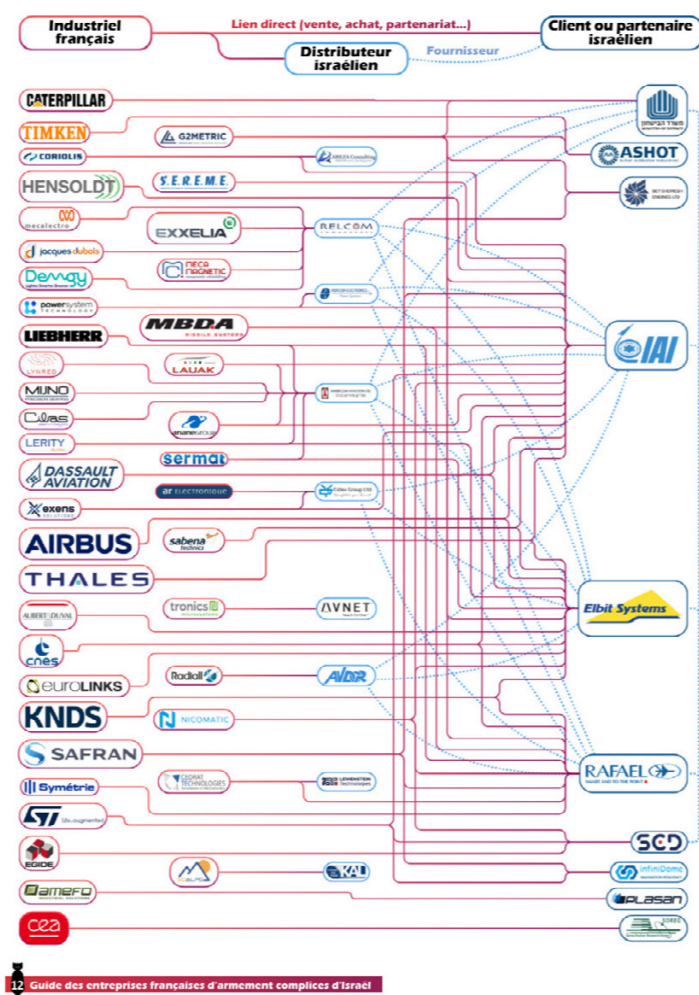
BILAN MACABRE À GAZA

L'accord de « cessez-le-feu » conclu en octobre entre Israël et le Hamas a été présenté en grande pompe par Donald Trump comme un « premier pas vers... une paix durable ». En réalité, dans un silence redoublé depuis cette date, le génocide se poursuit à Gaza. Au moins **327 personnes, dont 136 enfants**, ont été tuées depuis, tandis que les survivants sont sciemment privés d'une aide humanitaire à la hauteur de leurs besoins. « Les autorités israéliennes continuent de commettre un génocide contre les Palestiniens en leur infligeant délibérément des conditions de vie destinées à les anéantir ».

Source rapport d'Amnesty international du 27/11/25

M. S.

Commerce d'armement France-Israël : Une vue d'ensemble



12 Guide des entreprises françaises d'armement complices d'Israël

PRISONNIÈRES MALTRAITÉES, TORTURÉES

Au moins **50 Palestiniennes** sont détenues à la prison de Damon, dont une originaire de Gaza et deux très jeunes filles. Elles sont toutes victimes d'une série de crimes systémiques, notamment de fouilles à nu répétées, de passages à tabac, de vols, de privations de produits de première nécessité et de négligence médicale. Ces conditions inhumaines et brutales, ainsi que le recours systématique à l'incarcération pour tenter de briser la dissidence, restent largement invisibles dans le discours dominant.

Série d'entretiens : Freedom Breakers <https://youtu.be/3wyotv6JK0g?si=7Dnv0qoGgSpBAkLx> (arabe, sous-titres en anglais) — Source PIPD

BRÈVES

Graig Mokhiber, ancien Haut responsable des Droits de l'Homme à l'ONU a déclaré : « Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la scandaleuse résolution américaine par 13 voix pour et 2 abstentions. Pas un seul membre du Conseil n'a eu le courage, la position de principe ou le respect du droit international de voter contre l'outrage colonial américano-israélien. Le 17 novembre est un jour de honte pour les Nations unies et pour les gouvernements du monde entier à genoux devant l'Empire américain et son violent allié Israël. Mais la lutte pour la liberté des Palestinien-nes se poursuivra sans relâche avec ou sans eux. » (Sources : Middle East Eye et Chroniques de Palestine)

Selon Israël, la population de Gaza est composée :

> des membres du Hamas, ce sont des terroristes qui méritent la mort

> des civils, appelés combattants illégaux, tous méritent donc la mort. Parmi eux les médecins, les journalistes, les enseignants, les étudiants, travailleurs humanitaires, les hommes, les femmes les enfants...

C'est ce qu'Israël appelle respecter le droit, et pour mieux le respecter, le 10 novembre 2025 le parlement israélien a approuvé en première lecture une proposition de loi instaurant la peine de mort pour les terroristes. Étant entendu que seuls les Palestiniens sont des terroristes.

Paroles d'occupés du village de Umm al-Khair (Massafar Yata), en Cisjordanie :

« Les soldats et les colons sont ici partout, tout le temps. On rêve simplement de dormir une seule nuit en paix, sans toutes ces attaques. On aimerait vivre en sécurité comme tout le monde. C'est la première fois que je déteste ma vie à ce point. »

Je n'ai plus envie de rien. Je suis épuisé. » Alaa Hathaleen, en état de dépression sévère depuis l'assassinat de son beau-frère Awdah*, qui a par ailleurs dû subir une grave opération. « J'ai été opéré et les médecins ont dit que je devais me reposer et prendre mes médicaments, mais même ce droit n'existe pas lorsqu'on vit sous occupation. Je me suis réveillé ce matin, la douleur partout dans mon corps, terrifié en voyant que les colons étaient sur mes terres et attaquaient ma famille ». (Blast)

*Awdah, militant pacifiste, était consultant sur le tournage du film « No other land », il a été assassiné par un colon.

Appel de Khalil, 35 ans, du village de Umm al-Khair :

« À tous les Occidentaux, et particulièrement aux Américains : nous avons besoin que vous contactiez vos responsables politiques pour qu'ils fassent pression sur le gouvernement israélien afin d'arrêter les démolitions à Umm al-Khair. Détruire ces bâtiments à l'approche de l'hiver, c'est condamner des enfants et des personnes âgées. » (Blast)

Gaza, le plan de reconstruction dont on ne parle pas

Un plan de reconstruction pour les Palestiniens, par les Palestiniens : il s'agit du plan Phœnix qui prend en compte à la fois les aspects politiques et techniques de la reconstruction, qui offre une vision qui respecte les habitant-es et leur mémoire, incluant tous les partis politiques palestiniens, l'expertise locale et la société civile palestinienne...

D'après l'article de Majed Abusalama <https://www.yaani.fr/2025/12/15/plans-post-genocide-reconstruire-gaza-ou-reecre-la-palestine/>

F. L.

LES EXPULSIONS SE POURSUIVENT À JÉRUSALEM-EST OCCUPÉE

Le 9 novembre, les forces israéliennes sont intervenues dans le quartier de Batten al-Hawa à Silwan pour expulser à nouveau **6 familles (40 personnes)**, en vertu d'ordonnances d'expulsion rendues par la Haute Cour israélienne. Celle-ci a rejeté l'appel des familles au profit de l'organisation Ateret Cohanim qui gère depuis 80 ans une fiducie juive dans le cadre d'une campagne pour s'emparer des maisons palestiniennes du quartier, où des colons s'installent.

Depuis le 7 octobre 23, les expulsions forcées se sont accélérées, en particulier à Batten al-Hawa, et de nombreuses affaires sont toujours devant le tribunal. L'association Ateret Cohanim – qui a reçu le droit de gestion des propriétés qu'elle revendique depuis 2001 – affirme que « la Cour suprême israélienne a confirmé la propriété des terres du quartier par des Juifs du Yémen ».

Source CCPRJ 11/11/25.

M. S.

BILAN MACABRE EN CISJORDANIE ET JÉRUSALEM-EST

Chaque semaine le nombre des victimes de l'armée israélienne et des groupes de colons armés s'amplifie en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est. **476 Palestinien-nes y ont été tué-es** en 2024. On en dénombrerait déjà **221** fin octobre pour 2025, le nombre de victimes décédées est désormais de **248**. De son côté le Haut-Commissariat des Nations

unies aux droits de l'Homme a vérifié que **1030 Palestinien-nes** ont été tué-es par les forces armées israéliennes et les colons en Cisjordanie occupée depuis le 7 octobre 2023. L'impunité à l'égard de ces crimes doit cesser !

M. S.

Main basse sur la Cisjordanie!

De retour après trois mois de mission EAPPI* à Jérusalem et en Cisjordanie, j'en reviens avec la conviction qu'il est essentiel d'alerter le plus largement possible sur la volonté de l'occupation coloniale israélienne de détruire la société palestinienne.

Depuis la mission AFPS que j'avais effectuée en 2022, la violence sans frein des colons, le contrôle et l'enfermement des Palestiniens se sont considérablement systématisés en Cisjordanie. S'ils ne baissent pas les bras et ne cessent de reconstruire ce qui est détruit, j'ai senti chez nos amis palestiniens une grande incertitude sur l'avenir en l'absence de perspectives politiques. Tous nous ont redit l'importance de venir sur place, de témoigner, de porter leur voix en France. Dans ce cadre, ma mission a pris tout son sens et conforte mon engagement à l'AFPS même si parfois je me suis sentie bien impuissante face à la politique criminelle d'Israël de déplacement forcé et de nettoyage ethnique.

À Yatta comme partout, la politique de la terreur

La pleine lune éclaire cette nuit de novembre, éclipsant presque les lumières de la ville de Yatta, au loin dans les collines du sud d'Hébron. Nous sommes trois accompagnateurs à nous relayer pour des tours de garde afin d'alerter au cas où les colons viendraient attaquer la ferme de Moussa. Cela fait des mois qu'il veille, jour et nuit, qu'il ne dort quasiment plus. Il a installé un lit de camp dehors sous l'auvent. Allongé, il épie les bruits de la nuit. Notre présence le rassure un peu et il peut s'endormir mais il reste toujours sur le qui-vive. Cette nuit sera calme;



Démolition du centre al-Bustan, dans le quartier de Silwan

pas de musique à fond ni de jets de pierres! Mais il sait que la violence des colons est sans frein : cet été, ils lui ont cassé trois côtes et deux doigts. Une autre fois, ils ont foncé avec leur jeep, faisant semblant de vouloir écraser sa femme. Constamment ils menacent de lui prendre ses brebis. Pas plus tard que ce matin, ils sont venus lui réclamer trois d'entre elles qu'ils accusent Moussa de leur avoir volées.

Il vit avec Amal, sa femme et sa petite fille dans un mobile home amélioré au milieu de nulle part avec ses 30 brebis. Pour se protéger, il a clôturé de barbelés ses quelques *dunnums* de terre et installé des caméras. La nuit, la petite fille se réveille et crie en proie à des cauchemars. Leur fils Ismaël, qui depuis le 7 octobre ne pouvait plus travailler dans le bâtiment en Israël, a voulu y entrer clandestinement et s'est fait prendre. Il a fait de la prison et doit payer une forte amende.

Dès l'aube, après avoir fait sortir son troupeau de la bergerie, Moussa se poste à la grille d'entrée avec ses jumelles et scrute la colline en contrebas. Il ne tarde pas à nous montrer un colon qui fait paître quelques vaches alors que lui-même n'a plus le droit de faire pâturer ses bêtes.

C'est la troisième fois que les Israéliens cherchent à les expulser. Originaires de Susiya, ils en ont été chassés quand la colonie s'est installée dans leur village sous le prétexte de fouilles archéologiques. Ils ont alors trouvé refuge sur une terre, un peu plus loin, qui a bientôt été encerclée par deux nouvelles colonies. Finalement, il y a 10 ans, ils ont acheté ces quelques arpents, en zone B, donc cultivables, où ils viennent de planter des oliviers.

Comment se construire dans une telle insécurité?

Leur histoire est malheureusement celle de milliers de Palestiniens qui sont habités jusque dans leurs pensées par les colons qui les harcèlent. Car ils savent que rien n'arrêtera leur volonté criminelle de les chasser de leur terre et qu'ils pourront le faire en toute impunité.

Pendant ces trois mois de mission, nous avons visité régulièrement les communautés bédouines menacées. Toutes subissent l'effrayante violence des colons et de l'armée qui les protège systématiquement, avec l'angoisse, l'insécurité, les menaces physiques et psychologiques, le vol des troupeaux, la destruction de leur habitat et des biens publics : écoles, jardin d'enfants, mosquées, citernes d'eau... À ce triste tableau, il faut ajouter leur économie détruite. Comme les colons les empêchent de faire transhumer leurs troupeaux, elles ne peuvent plus dégager un revenu décent. Les femmes qui auparavant allaient vendre le lait et les fromages sur les marchés de Jérusalem ont désormais

interdiction de faire rentrer dans la ville des produits alimentaires. Pour elles, c'est double peine : perte de revenu et perte du petit peu d'autonomie qu'elles gagnaient par le produit de leur vente. Dans les villages, c'est le chômage de masse qui frappe les habitants depuis le 7 octobre puisque, non seulement ils ne peuvent plus aller travailler en Israël, mais qu'on leur interdit aussi de se rendre dans leurs champs qui sont de l'autre côté du mur ou en zone C.

Des colons hors de contrôle

Les colons sont le fer de lance du système colonial. Aujourd'hui, toutes les limites sont franchies. En 2023, avant le 7 octobre, Netanyahu a remis à Smotrich, ministre suprémaciste des finances, la responsabilité de la gestion de la terre en Cisjordanie, y compris Jérusalem et de l'administration civile des colons. Ceux-ci sont désormais régis par les lois civiles d'Israël alors que les Palestiniens sont sous juridiction militaire, ce qui aggrave le régime d'apartheid.

Très concrètement, cela signifie que le régime colonial israélien crée et soutient une administration autonome de colons armés en Cisjordanie pour accélérer la colonisation. Cela se traduit par la multiplication des avant-postes – quelques caravanes, des pylônes électriques – et le permis donné à ceux-ci de harceler les populations, de les menacer et de les tuer. Pendant la cueillette des olives, en octobre, ils n'ont pas cessé d'agresser les oléiculteurs, les internationaux et les Juifs israéliens solidaires des Palestiniens.

La confiscation de la terre obéit à un schéma global : fragmentation du territoire, création d'enclaves séparées par les routes, les *check-points*, les portes à l'entrée des villages, le mur ; annexion des terres occupées par les Bédouins et expulsion de ces derniers. Il faut rajouter les opérations constantes de l'armée qui opèrent la nuit dans les villages et les camps de réfugiés, arrêtant nombre de Palestiniens, volant et détruisant les habitats. Les ordres de démolition se multiplient. Avec le plan E1 pour Jérusalem, ce sont 10 000 Bédouins qui sont menacés de transfert. Non seulement la Palestine sera divisée en deux parties, mais Jérusalem sera totalement coupée de la Cisjordanie, 1 200 ha de terres accaparés et les populations expulsées pour construire de nouvelles colonies.

Face à ce terrifiant rouleau compresseur que peuvent faire les Palestiniens?

Daoud, qui se bat par tous les moyens à sa disposition pour garder sa terre et le projet éducatif et environnemental de « la Tente des Nations » qu'il a créé avec ses frères, synthétise bien les paroles des Palestiniens que nous avons entendues : « Depuis le 7 octobre, notre existence est menacée par les colons. Notre lutte est plus large que garder notre propriété. Il s'agit de créer des faits concrets sur le terrain. Nous ne pouvons pas rester avec une mentalité de victimes. Nous devons développer une vision, établir une voie non-violente. Il y a beaucoup de choses que nous ne pouvons pas faire. Mais faisons ce que nous sommes capables de faire ! Notre cause nous l'avons dans nos mains. L'autre aspect essentiel, de notre projet, c'est de s'appuyer sur la solidarité internationale avec des internationaux qui se relaient en permanence. On interpelle des députés, les médias. Nous impliquons les églises. »

Ce qui caractérise les Palestiniens c'est bien de créer de l'espoir malgré la peur et l'incertitude, d'affirmer leur volonté farouche de rester enracinés à leur terre, de rebâtir sans cesse, de continuer à produire, à améliorer la vie de leur famille et de leur communauté. C'est le *sumud* !

Monique Etienne

* voir encadré ci-dessous

Le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël*

Il mène des actions de soutien de présence protectrice et de solidarité avec les victimes des violations des droits de l'Homme et du droit humanitaire en Palestine.

Les volontaires assurent alors quotidiennement, pendant trois mois, une présence continue d'accompagnateurs et accompagnatrices internationaux, auprès des populations civiles.

Ils sont originaires de 21 pays d'Europe du Nord, d'Amérique du Nord, l'Amérique latine...

Chaque trimestre de 25 à 30 accompagnateurs œcuméniques (ou E.As en anglais) étaient placés à Jérusalem-Est, Bethléem, Jéricho et la vallée du Jourdain, Hébron, les collines du sud d'Hébron, parfois aussi à Turkarem et Yanoun.

Depuis le 07 octobre 2023, les équipes ne vont plus à Hébron.

Animés par une volonté de porter protection et aide, aux populations, ils ne prennent pas parti dans les situations dramatiques mais ne restent pas neutres dans la protection des droits de la personne humaine, du droit humanitaire et veillent au respect du droit international, droits bafoués par l'occupation militaire et par l'annexion *de facto*.

Ils travaillent en équipe ainsi qu'avec l'équipe des responsables à Jérusalem qui coordonnent leurs activités

Tout comme des milliers d'envoyés œcuméniques depuis les années 2002 ils témoignent : « Ce que mes yeux ont vu, je le garde en mémoire. Ce que mes yeux ont vu ma main l'a écrit. Ce que mes yeux ont vu je le partage ».

Quelques exemples d'actions : écouter, voir, relater, soutenir, consoler et chaque soir écrire les rapports quotidiens qui iront alimenter des dossiers à l'ONU, et à la Commission européenne des Droits de l'Homme et dans des ONG de défenses des droits de l'Homme... documenter toujours

Et ce qui est essentiel est, qu'à leur retour dans leur propre pays, ils témoignent publiquement ainsi qu'auprès des institutions politiques, parlement, ministères...

Marilyn Pacouret,

membre du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI), coordinatrice nationale EAPPI-France

* EAPPI en anglais. Il a été créé par le COE, le Conseil œcuménique des Églises, en 2002 à la suite de la demande des Églises locales.

<https://oikoumene.org/fr/what-we-do/eappi> - Lien vers brochure française - Pour rejoindre ce programme, sous la présidence du conseil œcuménique mondial des églises, soutenu et organisé en France par le DEFAP (Service protestant de mission) prendre contact.

L'hiver à Gaza

Ce sont les plus faibles, dont les enfants, qui sont les premiers à souffrir de la situation. Les besoins sont immenses.

Vent, pluies torrentielles, froid s'ajoutent aux conditions extrêmement difficiles de la survie, alors que tout manque, que les infrastructures ont été systématiquement détruites : génocide, scolacide, urbicide... Et que l'occupant maintient toujours le blocus !

Témoignage de Haneen

Al-Qarara était une petite ville qui s'étendait de la mer à la frontière de l'occupation. Puis la guerre d'extermination a tout détruit : arbres et bâtiments, santé et éducation.

Ses habitants ont fui une fois de plus vers al-Mawasi, où ils essayent de créer un lieu de vie. Entassés dans des tentes, sans eau ni électricité, sans rue ni installation sanitaire. Avec patience et résilience, ils ont reconstruit écoles, cliniques et marchés. Des chemins étroits serpentent entre les tentes. Il n'y a aucune intimité. La surpopulation ne laisse aucune espace. Avec l'hiver, les routes sont inondées. Quand les vagues montent les gens ne trouvent pas où aller.

Les soldats de l'occupation tirent, les opérations militaires se poursuivent, détruisant tout dans ce lieu dévasté. Nous sommes piégés entre la mer et al-Mawasi, avec le strict minimum, juste pour rester en vie.

À côté des tentes, les gens allument de petits feux pour préparer un repas, juste assez pour apaiser leur faim. Les enfants pleurent. Ces tentes ne protègent ni de la chaleur, ni de la pluie et du froid. Elles sont inondées, déchirées, et les gens dorment les yeux ouverts, le cœur lourd, dans l'espoir d'un avenir meilleur et de solutions politiques qui pourraient les sauver.

Les femmes souffrent énormément. Elles attendent les camions-citernes d'eau, reviennent trempées et se demandent ce qu'elles peuvent cuisiner, en regardant vers la cuisine communautaire où les enfants apportent leurs assiettes pour recevoir un peu de nourriture.

L'éducation et la formation comme une forme de résistance

Malgré cela, les initiatives collectives se poursuivent. Elles continuent à soutenir les familles déplacées et à fournir tous les services possibles aux enfants dispersés. Avant la tombée de la nuit, dans leurs tentes, ils font leurs devoirs et les accrochent en hauteur de peur qu'ils ne soient trempés.

Nous ne sommes pas seuls. Nous comptons sur des amis qui croient en la justesse de notre cause, en l'humanité et aux droits de l'Homme. Le GL 44 contribue à soutenir ces initiatives et nous aide à créer des lieux où les enfants apprennent, laissant voir encore de l'espoir dans leurs yeux.

Les survivant-es de ce génocide refusent de quitter leur terre. Rester c'est résister et pour cela, l'éducation des enfants est un enjeu majeur.

Malgré toutes les entraves, des GL de l'AFPS ont pu préserver des actions, ou s'organisent pour répondre à de nouveaux défis. Mais seul il est difficile, voire impossible de poursuivre l'engagement. D'où la proposition de « pools » de GL pour maintenir le lien de cette chaîne humaine, capital pour l'avenir. ■

Parmi d'autres, nous avons retenu deux exemples : un dans le camp de déplacé-es d'al-Mawasi, l'autre dans le camp de réfugié-es de Khan Younis.

Al Amal, une école mobile

Al Amal, espoir en arabe, est le nom de l'école sous tente créée par un comité d'habitant-es, expulsé-es de la ville d'al Qarara, qui en a décidé en reprenant les techniques traditionnelles de serres maraichères. Elle fonctionne depuis le premier semestre de 2025 avec 2000 élèves et une vingtaine d'enseignant-es bénévoles.

Pour pérenniser le projet à moyen terme il faut équiper l'école et lui donner les moyens de poursuivre son action dont l'objectif est de scolariser 450 enfants de la maternelle à la 4^e et un autre groupe de la 5^e à la 9^e. Aujourd'hui seul un quart du financement annuel est assuré (via GL 44).

Besoin d'équipement et de matériel pédagogique ; d'une cantine pour ces enfants qui ne mangent pas à leur faim ; de défraiement des intervenant-es. Mais sans le soutien de l'Unrwa ni celui du gouvernement local ou de l'Autorité palestinienne, et avec l'interdiction de travailler en Israël.

Le projet s'adresse également aux familles et particulièrement aux femmes. Des réunions hebdomadaires sont organisées pour les mères avec un conseiller psychologique et éducatif. Des sessions sur 3 semaines pour des groupes de 200 femmes, ces séances visent à sensibiliser les mères à leur rôle auprès de leurs enfants.

Un centre de soutien

Implantée dans le camp de réfugiés de Khan-Younis, Heart Beat Association (HBA) accompagne depuis 2019 les enfants du camp dans leur parcours éducatif, aux côtés de leurs parents : activités récréatives, soutien scolaire, soutien psychologique et soutien à la parentalité.

Depuis octobre 2023, et durant la guerre génocidaire d'Israël, l'équipe d'animation bénévole de HBA (psychologues, enseignants, artistes, animateurs...) a continué ses activités en suivant les déplacé-es. Depuis quelques semaines elle accueille à nouveau quotidiennement une centaine d'enfants dans ses locaux endommagés.

Les activités sont bénéfiques pour les enfants : baisse du stress, renforcement des liens sociaux, amélioration de la communication verbale...

Depuis 2020, une convention de partenariat avec HBA, le GL Évry Palestine-AFPS91, grâce aux dons collectés et à des contributions diverses (notamment de cinq GL) assure le budget annuel de fonctionnement de HBA. Pour 2026 celui-ci s'élève à 31 000 € (loyer, défraiement des animateurs bénévoles, achat de matériel pédagogique...). Seulement la moitié est à ce jour couvert, dons et contributions sont donc les bienvenus !

contact : afpsnantes@wanadoo.fr
contact@evrypalestine.org
 don : <https://www.helloasso.com/associations/association-france-palestine-solidarite-groupe-local-de-loire-atlantique/collectes/une-ecole-a-gaza>
<https://www.helloasso.com/associations/evry-palestine/formulaires/1>
 en savoir plus : <https://afps44.france-palestine.org/>
<https://www.evrypalestine.org/-ACTIONS-GAZA->

« Fascisme démocratique » : exemple de deux propositions de loi

Les lois « Application de la souveraineté en Judée-Samarie » et « Peine de mort pour les terroristes » ont été approuvées à la Knesset en lecture préliminaire (22/10/2025) et en première lecture (05/11/2025).

La première dit que « le droit, la juridiction et la souveraineté de l'État d'Israël s'appliqueront à la Judée-Samarie » et « le ministre de la Justice est responsable de l'exécution de cette loi ainsi que de l'établissement d'une régulation en lien à cette exécution ». La seconde stipule que pour « le citoyen procédant à un acte [...] ayant pour objectif d'attenter à l'État d'Israël et à la renaissance du Peuple Juif sur sa terre... : la sentence sera la mort, et uniquement celle-ci » et qu'« en Judée-Samarie, la prérogative du tribunal militaire d'appliquer la sentence de mort ne sera plus conditionnée à l'unanimité des juges, mais à la simple majorité ».

Dans quel projet politique ces lois s'inscrivent-elles ? Que nous apprennent-elles sur le rôle de l'État dans la dynamique de fascisation de la société israélienne ? Quelle relation établir aujourd'hui entre fascisme et démocratie ? Ofer Cassif et Aida Touma-Sliman (dans le texte O. et A.), députés à la Knesset du parti communiste Maki-Hadash, nous aident à répondre.

Ces lois répondent à une logique, cela ne fait aucun doute pour O. Il faut d'abord les lire à la lumière du plan politique de Smotrich (*Le Plan Déterminant*, 2017) « qui déjà annonçait l'annexion de la Cisjordanie sans accorder de droits aux Palestiniens, donc un apartheid non plus de facto mais de jure, selon lequel tout Palestinien refusant d'être un simple sujet sans droits serait expulsé et, s'il s'y oppose, tué ». Contrairement à l'idée que ce plan soit une réaction au 7 octobre, l'événement a plutôt servi, selon O., de « prétexte opportun pour mettre en œuvre ce plan, ainsi que tout ce qui s'ensuit, du génocide à Gaza à l'épuration ethnique en Cisjordanie ». Ainsi on comprend que la proposition de loi pour la peine de mort fournit un cadre légal et légitime aux meurtres de Palestiniens qui refuseraient le statut de sujets et s'opposeraient à leur expulsion.

Certes, l'apartheid, l'annexion de la Cisjordanie et le massacre de Palestiniens relèvent déjà de l'état de fait. Il serait toutefois faux de faire de ces lois un non-événement. Pour O., il faut comprendre ce passage du de facto au de jure comme « un changement qualitatif, une nouvelle étape de la "Nakba continue" ». Cela explique l'assurance avec laquelle Israël présente ses intentions « sous la forme d'un plan et d'une théorie formels justifiant et légitimant ouvertement génocide et nettoyage ethnique ». A. ajoute : « il y a une différence essentielle entre [la situation antérieure] et la transformation de l'État, par la loi, en instance qui procède à des mises à mort de façon automatique. Cela dénote une grande différence dans la manière dont se perçoit l'État. »

Cette évolution montre la place prise par les institutions « démocratiques » dans le projet colonial. Le sionisme travailliste et

révisionniste au pouvoir pendant près de 70 ans, soucieux de son image internationale, avait l'habitude de déléguer à l'armée et aux colons le soin de créer des situations favorables sur le terrain (*de facto*) en prenant garde de ne pas toutes les faire accepter par la Knesset et la Cour Suprême. Le sionisme kahaniste⁽¹⁾ quant à lui, entend remodeler l'appareil d'État et user de l'appareil législatif et juridique afin de créer des situations *de jure* forçant la marche du *de facto*. Jusque-là, selon A., « il était pensable, malgré l'expansion des colonies, le transfert silencieux des Palestiniens et l'annexion de facto, qu'un nouveau gouvernement prenne une direction opposée et décide un jour ou l'autre, de tout arrêter. Or, du moment que c'est la loi, tout gouvernement futur sera contraint de l'appliquer, qu'il le veuille ou non, ou devra la modifier/l'annuler. Et je ne vois aucune "Opposition" ayant le courage d'une chose pareille, car elle s'exposerait ainsi au risque d'une guerre civile en Israël contre les colons armés. Et la droite le sait ».

Cette mobilisation de l'appareil législatif par le fascisme nous pousse à repenser le rapport entre fascisme et démocratie. Dans ce contexte de colonisation, la démocratie sert le fascisme, le légitime et le renforce : « Contre tous ceux qui disent que dans le fascisme il n'y a même pas d'élections », dit O., « il faut faire remarquer que le fascisme est dynamique et s'adapte aux circonstances. Il y a 100 ans il signifiait l'abolition de la démocratie et de ses institutions. Aujourd'hui, le fascisme en use, non pas pour les abolir ensuite, comme cela s'est produit en Allemagne nazie, mais comme source d'autorité. » Or, un tel « fascisme démocratique » n'est possible qu'avec la connivence de « l'opposition » et de la population. « On a tendance à penser que l'opposition à un gouvernement fasciste est forcément plus démocratique. La réalité est autre. [...] Les autres partis sionistes ne s'opposent pas à ce changement, et lors des votations soit s'abstiennent soit votent avec la droite kahaniste, car ils suivent la société israélienne dans sa fascisation, que ce soit par idéologie ou populisme », relève A., O. résume : « cette "Opposition" est nominale, non réelle. Elle préfère s'aligner avec le gouvernement plutôt qu'avec nous. Elle est une constituante à part entière du fascisme, non pas parce que ses éléments sont eux-mêmes fascistes, bien que certains le soient, mais surtout parce que politiquement, ce sont des couards incapables de défier le discours hégémonique ».

Eden Soussana*

* Masterant en philosophie à l'université hébraïque de Jérusalem. Secrétaire de la section estudiantine de Hadash-Jérusalem. Membre du secrétariat de Maki

(1) Le sionisme dans sa forme fasciste

Sahara occidental : le pragmatisme ou le droit ?

Le Sahara occidental a été une colonie espagnole jusqu'en 1975, mais l'échec du processus de décolonisation a fait que, depuis cette date, il est toujours considéré comme un territoire non autonome par les Nations unies.

En effet, au nom de liens anciens de type religieux mais non de souveraineté entre le royaume chérifien et les populations nomades sahraouiés⁽¹⁾, Hassan II, sultan du Maroc, profite de la sénilité de Franco pour envahir puis annexer le Sahara occidental en 1975 (« marche verte » du 6 novembre), empêchant ainsi le libre exercice du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Le mouvement indépendantiste sahraoui, le Front Polisario (créé en 1973 pour lutter contre l'occupation espagnole), s'oppose à l'agression marocaine et proclame la République arabe sahraouie démocratique (RASD) le 26 février 1976. Il obtient le soutien de l'Algérie et, petit à petit, de la majorité des pays africains. Après 15 ans de guerre, l'ONU met en place un plan de paix qui prévoit la tenue d'un référendum sous deux ans. Ce plan de paix doit être préparé par la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). Les blocages du Maroc n'ayant pas permis l'organisation de ce référendum, le mandat de la Minurso est renouvelé par l'ONU tous les ans.

C'est ce qui aurait dû être fait le 31 octobre dernier par le vote d'une résolution de l'AGNU. Or, si la mission de la Minurso a bien été prolongée, les États-Unis ont proposé une nouvelle version de cette résolution qui dit « qu'une véritable autonomie sous souveraineté marocaine pourrait représenter la solution la plus réalisable ». Ce texte, en rupture avec les résolutions précédentes, a été adopté par le Conseil de sécurité par 11 voix sur 15 au grand dam de l'Algérie qui a refusé de participer au vote. Cette résolution n° 2797 a pour origine un plan d'autonomie proposé par le Maroc à l'ONU en 2007. Depuis une trentaine d'années, le rapport de force politique sur la question sahraouie a beaucoup évolué. Au milieu des années 1990, plus de 70 pays reconnaissent la RASD, dont une majorité de pays africains. Mais un mouvement inverse a commencé dès les dernières années du xx^e siècle et s'est accéléré dans les années 2000. Aujourd'hui, une petite trentaine de pays seulement reconnaissent encore la RASD, mais plus aucune grande puissance. À l'inverse, la position marocaine, en permanence soutenue par la diplomatie étasunienne, n'a cessé d'obtenir des succès, en particulier sur son plan d'autonomie (EU, décembre 2020, France, 2024, Espagne et Royaume-Uni, 2025). Et n'oublions pas la normalisation

des relations israélo-marocaines dans le cadre des accords dits « d'Abraham » de décembre 2020 dans laquelle la question du Sahara occidental est centrale (cf. PalSol n° 80, avril 2022).

Les réactions au vote de la résolution 2797 de l'AG des Nations unies ne se sont pas fait attendre. Les Marocains jubilent, et on peut le comprendre : cette résolution est un sérieux coup de pouce au plan d'autonomie de Mohamed VI. Le Polisario, le pouvoir algérien et, en France, l'Association des amis de la RASD (AARASD)⁽²⁾ sont circonspects, pour diverses raisons. Certes, grâce aux efforts de l'Algérie et d'autres membres du Conseil de sécurité qui ont pu obtenir quelques modifications du texte étasunien initial, les questions de la décolonisation du Sahara occidental et de l'autodétermination de son peuple n'ont pas été jetées dans les poubelles de l'histoire. Néanmoins, l'AARASD reconnaît que cette résolution heureusement non contraignante « peut être dangereuse [car] elle introduit pour la première fois la solution d'autonomie comme seule base possible entre les deux parties et conforte ainsi l'occupation armée et illégale du Sahara occidental par le Maroc ».

Au-delà de ces réactions, il nous faut revenir aux origines politiques de cette résolution. Le soutien étasunien à la proposition d'autonomie du Maroc est l'expression politique de l'accord maroco-israélo-étasunien de 2010 ; cet accord repose sur l'acceptation de la souveraineté marocaine et la négation du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Cet arrangement présenté comme pragmatique, est totalement contraire à l'ordre juridique post 1945 qui a été construit pour mettre fin à l'idée de la prééminence de la force sur le droit dans les relations internationales. Cette position du duo Trump/Mohamed VI est tout à fait cohérente avec la position du duo Trump/Netanyahu sur la Palestine et celle du duo Trump/Poutine sur l'Ukraine. *L'America First* de Trump n'est en fait que le retour aux vieilles pratiques impérialistes des États-Unis où la force prime le droit et où « la raison du plus fort est toujours la meilleure ». Inquiétant, très inquiétant. Ce renoncement au recours à referendum s'est traduit par une résolution de l'AG de l'ONU qui pourrait créer un précédent pour d'autres peuples qui aspirent à l'autodétermination. ■

Jacques Fontaine

(1) Dans son avis du 16 octobre 1975, la CIJ conclut que les éléments et renseignements portés à sa connaissance n'établissent l'existence d'aucun lien de souveraineté territoriale entre le territoire du Sahara occidental d'une part, le Royaume du Maroc ou l'ensemble mauritanien d'autre part.

(2) cf. communiqué de presse de l'AARASD du 4 novembre 2025.

L'Empire ottoman face aux impérialismes européens à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle

L'Empire ottoman atteint son apogée entre la fin du XVI^e et la fin du XVII^e siècle. 5 millions de km² s'étendent sur les trois continents de l'Ancien Monde, de la *Tafna* (oued maghrébin côtier qui marque la limite orientale du Maroc) à la mer Caspienne et des faubourgs de Vienne à l'océan Indien. De la fin du XVII^e siècle au début du XX^e, une série de revers va l'amener à disparaître (proclamation de la République turque en 1923), ceci a eu des conséquences sur le siècle qui a suivi. Alors que nous présentons dans ce numéro de PalSol un dossier sur « l'hégémonie israélienne au Moyen-Orient », il était bon de faire ces quelques rappels.

Un siècle et demi de défaites et des tentatives de réformes avortées

En 1699, l'Empire ottoman cède la Hongrie à l'Autriche, puis la Perse reconquiert ses terres du nord-ouest passées sous domination ottomane (Azerbaïdjan, Arménie orientale...). Un peu plus tard, la Russie atteint enfin la mer Noire en annexant le sud de l'Ukraine et le *khanat* de Crimée (1783-1796). Au XIX^e siècle, le délitement de l'Empire ottoman s'accélère : suite à la campagne de Bonaparte (1798-1801), l'Égypte s'autonomise de l'Empire sous la direction de Méhémet Ali à partir de 1805 ; en 1830, les nationalistes grecs obtiennent l'indépendance du sud de la péninsule, la France commence la colonisation de l'Algérie.

Ce déclin est aggravé par un pouvoir rétrograde et autoritaire qui ne se réforme pas. Du fait de cette situation intérieure et internationale, l'Empire ottoman est considéré comme « l'homme malade de l'Europe », (formule du tsar Nicolas I^{er}, 1853).

La période des réformes, les *Tanzimat*, commence théoriquement en 1839 par un décret impérial, mais la plupart de ces réformes ne s'appliqueront qu'après 1850. Les *Tanzimat* visent à sauver un État ottoman affaibli par les pressions extérieures et les difficultés internes. Ils essaient de moderniser et d'occidentaliser l'État et la société afin que l'Empire puisse faire face aux transformations rapides du XIX^e siècle : croissance démographique, urbanisation, développement d'un système capitaliste (banques, entreprises privées...) en liaison avec les pays européens industrialisés.

La guerre de Crimée (1853-1856) montre la faiblesse financière de l'Empire. Fondée en 1856 la Banque ottomane, contrôlée par la France et le Royaume-Uni est officiellement chargée de gérer la dette souveraine de l'Empire, ce qui revient, petit à petit, à gérer ses finances. Après la guerre désastreuse contre la Russie (1875-1876), le sultan Abdul-Hamid II, convaincu que les *Tanzimat* sont inutiles, suspend la Constitution de 1876, dissout le parlement et relance le califat. L'Empire entre dans une phase autoritaire et

réactionnaire basée sur un nationalisme turc dominateur qui pèse de plus en plus sur les nombreuses minorités. Premières victimes de cette politique, les Arméniens : plus de 200 000 morts lors des massacres de 1884 et 1886 qui vaudront à Abdul-Hamid II le surnom de « sultan rouge ».

Une influence européenne aux racines anciennes

Dès la fin du XV^e siècle, les relations entre l'Empire ottoman et les pays européens sont régies par des conventions appelées capitulations qui sont des concessions faites par l'Empire ottoman à des pays alliés, pour favoriser les relations commerciales. Elles accordent à des ressortissants étrangers des exemptions fiscales, des privilèges commerciaux, une immunité diplomatique...

En 1536, François I^{er} signe des capitulations avec le sultan Soliman le Magnifique qui offre aux navires français le privilège de commercer avec tous les ports de l'Empire. Le traité (qui ne sera jamais ratifié par les Ottomans...) confie aussi au roi de France la protection des lieux saints et des chrétiens de l'Empire. Ces capitulations deviendront pour tous les pouvoirs français la base de leurs relations avec l'Empire ottoman.

Par la suite, des capitulations seront signées avec de nombreux pays (Angleterre, Autriche, Russie, Prusse...), mais avec des conditions moins favorables aux partenaires européens.

Des interventions ponctuelles à une politique impériale

À partir des capitulations de 1536, la France eut toujours dans l'Empire une politique commerciale et économique, mais aussi culturelle et culturelle. Ces politiques ne présentèrent en général pas de difficultés majeures, mais il y eut une intervention de l'armée française au Liban en 1860 pour mettre fin au massacre des chrétiens maronites. L'influence européenne au Levant se renforce, en particulier à Jérusalem, avec l'ouverture de consulats britannique, prussien, français, russe... entre 1839 et 1857.

La fondation (en 1856) de la Banque ottomane marque le début d'une implication croissante des deux premières puissances impérialistes européennes qui se livrent à une lutte d'influence de Constantinople au Caire ; en 1869, l'inauguration du canal de Suez en présence du sultan Abdul-Aziz est un succès pour la France.

Mais la défaite française devant la Prusse et la proclamation de l'Empire allemand, qui apparaît désormais comme la première puissance militaire européenne, rebattent les cartes. Et c'est à l'Allemagne que fait appel Abdul-Hamid II pour reconstruire son armée. Parallèlement, les rivalités de la France avec les Britanniques, qui tiennent à tout prix à contrôler la nouvelle

route des Indes passant par Suez, s'enveniment et, en 1882, ils réussissent à prendre le contrôle du canal.

Pendant le dernier quart du XIX^e siècle, la France reste le premier investisseur dans l'Empire ottoman, mais les Britanniques et les Allemands sont de plus en plus présents au fil des années. De nombreuses entreprises européennes obtiennent la concession de grands services, l'exploitation des ressources, la construction de routes et de voies ferrées...

Dans un Empire qui reste vaste, mais au réseau de communication restreint, la question des voies ferrées prend une grande importance à la fin du siècle, en liaison avec une triple problématique : comment ouvrir l'intérieur de l'Empire au marché capitaliste, comment amener les ressources de l'intérieur dans les ports, comment amener rapidement les troupes ottomanes dans les régions éloignées en cas de guerre ou de soulèvement. Vu l'impécuniosité de l'Empire, la construction des voies ferrées se fait par des sociétés étrangères (comme Beyrouth Damas [1895] par une société française) ou avec leur participation (par exemple, Jaffa Jérusalem [1890] avec des financements britanniques). Si certains projets ne posent pas de problèmes politiques, ce n'est pas le cas du chemin de fer pour Bagdad (*Bagdadbahn*) dont l'idée remonte aux années soixante-dix. Promu par un ingénieur allemand, soutenu par le Deuxième Reich qui y voit à la fois un intérêt économique et surtout stratégique, le projet prend corps sous l'égide de la *Deutsche Bank* qui finance les travaux débutés en 1903, malgré l'opposition des Français et surtout des Britanniques. Ces derniers y voient là, à juste titre, une menace pour leurs intérêts pétroliers en Mésopotamie et en Perse, et surtout une menace pour leurs relations avec le fleuron de leur Empire, les Indes.

La fin de l'Empire ottoman et le partage colonial du Proche-Orient arabe

Les faiblesses structurelles internes de l'Empire et ses choix d'alliance lors de la première guerre mondiale vont amener sa disparition en une quinzaine d'années (1908-1923).

En 1908, dans un pays miné par les difficultés dans les Balkans et l'usure du pouvoir du sultan Abdul-Hamid II, éclate la révolution des « Jeunes-Turcs », mouvement nationaliste libéral qui exige et obtient le retour à la Constitution de 1876. Au prétexte de l'abolition des distinctions entre les citoyens ottomans, les Jeunes-Turcs mettent en place un système autoritaire de turquification de l'ensemble de la population. Ce retour du nationalisme turc est mal vu, aussi bien par les minorités chrétiennes que les nationalistes arabes musulmans. La révolution de 1908 est mise à profit par certains adversaires de l'Empire pour l'attaquer : en 1911, l'Italie commence l'occupation de la Libye ; en 1912, après la première guerre balkanique, l'Empire ottoman perd l'ensemble de ses territoires européens.

Le recours du gouvernement jeune-turc au soutien du Reich et sa détestation de l'Empire russe le conduisent à s'engager

aux côtés des puissances de l'Axe pendant la première guerre mondiale. Deux points sont à souligner pendant cette guerre :

➤ d'une part, l'exacerbation du nationalisme turc par le gouvernement jeune-turc qui impose une assimilation forcée aux différents peuples de l'Empire et aboutit au génocide programmé (dès 1912) et généralisé de ces peuples : entre avril 1915 et 1923, il y aurait eu plus de 3 millions de personnes tuées, dont 1 500 000 Arméniens, 700 000 Yézidis, 500 000 Assyriens et 500 000 Grecs.

➤ d'autre part à la défaite de l'Empire ottoman face aux Alliés qui organisent un « partage des dépouilles », seuls, le plateau central et Istanbul restent aux mains du gouvernement jeune-turc ; ce démembrement est avalisé par le traité de Sèvres (1920). Mais il est rejeté par un groupe de militaires nationalistes dirigé par Mustafa Kemal qui, petit à petit, évincent les Grecs d'Anatolie et réussissent à libérer l'ensemble de l'Anatolie et du plateau arménien des Russes et des puissances occidentales. Le traité de Lausanne (1923) efface celui de Sèvres et fixe les frontières de la Turquie qui ne bougeront plus.

Une autre conséquence de la première guerre mondiale est le partage du Proche-Orient arabe selon les principes énoncés par les accords secrets franco-britanniques de 1916, dits accords Sykes-Picot et qui sont contraires aux promesses britanniques faites au chérif du Hedjaz, Hussein, de création d'un grand royaume arabe sur la partie arabophone de l'Empire ottoman. C'est ainsi que le Liban et la Syrie où les intérêts français sont importants passent sous contrôle de la France, alors que la Palestine (où est prévu « l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif », déclaration Balfour, 1917), la Transjordanie et l'Irak deviennent des dépendances britanniques.

La fin concomitante des empires multiethniques d'Autriche-Hongrie et de la Sublime Porte est un tournant fondamental dans l'histoire de l'Europe et du Proche-Orient et marque, de fait, le passage du XIX^e au XX^e siècle. Cette fin des empires multiethniques et le triomphe des États-nations ne se sont pas faits sans difficultés, en particulier dans l'Empire ottoman où l'affirmation du nationalisme turc par le glaive et le fusil a entraîné le massacre et le génocide, l'expulsion et le transfert des populations, tandis qu'un autre peuple à l'histoire terrible y a cherché refuge sur la terre de ses ancêtres supposés qui y vivaient près de 2000 ans auparavant... La « fin de l'histoire » n'est pas pour demain ; la violence de la dernière guerre d'Israël contre ses voisins nous incite à croire que la paix, non plus, n'est pas pour demain.

GT Formation

Éléments de bibliographie :

- Grataloup C. et Lemire V., *Atlas historique du Moyen-Orient*, 2025, Les Arènes-L'Histoire, 189 p.
- Mantran R., *L'Empire ottoman*, Encyclopaedia Universalis, vol. 17, Ed. 2008, pp 1087-1095
- Wikipédia : *Empire ottoman* (consulté le 6-12-2025)

Forte de l'impunité que le monde occidental lui accorde – tout entière résumée dans l'expression « soutien inconditionnel à Israël », l'État colonial et génocidaire n'hésite pas à attaquer les pays voisins pour y faire régner la loi du plus fort par la terreur.

Alliant le « no limit », à l'extrême puissance militaire (Israël est 8^e exportateur mondial de matériel militaire), l'État justifie ses agressions en assurant parer à d'éventuelles attaques, qualifiées d'imminentes, et/ou de « terroristes ».

Convaincu de son entière légitimité pour tuer, chasser, ou détruire les peuples qui vivent dans les pays agressés ; ou pour s'assurer que les personnes qui conviennent soient aux postes décisifs ; généralement déterminé à conquérir les territoires dont la « mythologie interne » leur assure l'« appartenance », Israël mène des attaques ciblées, ponctuelles mais répétées dans le temps ; des guerres préventives, chirurgicales, meurtrières, illégales et monstrueuses, au nom de SA paix ; en bref, Israël fait démonstration de sa force, pour maintenir autour de lui des États dépendants, affaiblis qui le craignent, s'ils ne le respectent pas.

Le projet n'est pas que territorial. Il s'agit d'un projet de domination aux moyens de l'armée, mais aussi par un contrôle économique, des communications, politique...

Israël n'a jamais eu à payer pour ses crimes. Globalement l'Europe profite de ce qui se passe et ne fait rien (ou si peu) pour faire respecter les règles de base du droit international, violées depuis des décennies.

« L'Europe politique, dans son essence la plus crue, reste mercantile et garde dans son âme un ethos colonial et racial, imprégné de notre passé et enraciné dans notre présent colonial »⁽¹⁾ nous dit Francesca Albanese. La passivité – au mieux –, ou les complicités des États occidentaux : diplomatiques, économiques et militaires, ne laissent rien au hasard. Il s'agit de protéger le bras armé qui au Moyen-Orient assure aussi pour eux la pérennité d'un processus de domination d'essence coloniale, impérialiste et capitaliste, qui présente l'avantage de marchés captifs, soumis et prometteurs de transactions commerciales propices. Ce faisant, ils agissent, ou laissent assurément faire, au mépris de la vie et du droit à l'autodétermination de millions de Palestiniens, de Libanais, de Syriens, d'Iraniens, de Yéménites...

Il a semblé utile d'ouvrir une place à cette situation d'exception israélienne, et de la domination permise de l'État d'Israël au sein du Moyen-Orient.

Mireille Sève

(1) Colloque interdit

L'illusion d'une domination militaire

Depuis deux ans, l'armée israélienne conduit une guerre génocidaire à Gaza tout en intensifiant la colonisation de la Cisjordanie occupée. Cette dynamique s'accompagne d'une multiplication des frappes au Liban et en Syrie et d'une extension inédite de la projection de la puissance militaire israélienne au-delà du Levant, jusqu'à l'Iran et au Yémen, voire jusqu'au Qatar. L'ensemble dessine un théâtre de conflictualité élargi, structuré par l'usage de la force comme instrument central de domination régionale.

DANS CE CADRE, LA BANDE DE GAZA APPARAÎT AUJOURD'HUI COMME UN ESPACE OÙ S'ARTICULENT DE MANIÈRE SYSTÉMIQUE VIOLENCE EXTRÊME ET IMPUNITÉ. LE SIÈGE IMPOSÉ DEPUIS 2007, LES OFFENSIVES MILITAIRES SUCCESSIVES DE 2008, 2012, 2014, 2021 PUIS DEPUIS 2023, LA DESTRUCTION MÉTHODIQUE DES HABITATIONS ET DES INFRASTRUCTURES, LES DÉPLACEMENTS FORCÉS DE POPULATIONS, L'ORGANISATION DE LA FAMINE TOUCHANT EN PRIORITÉ LES ENFANTS, AINSI QUE LES ATTAQUES RÉPÉTÉES CONTRE LES STRUCTURES SANITAIRES ET HUMANITAIRES ONT PROGRESSIVEMENT

TRANSFORMÉ CE TERRITOIRE EN UN LIEU DE GÉNOCIDÉ, DE RUINES ET DE LUTTE PERMANENTE POUR LA SURVIE.

Ce processus ne se limite plus à une succession de crimes et de violations : il s'inscrit dans un système où le droit international, loin d'être transgressé, se trouve désormais publiquement disqualifié et privé de toute portée normative.

Ce même processus s'observe également en Cisjordanie, où se déploie depuis plusieurs années une politique d'annexion qui s'est nettement accélérée à partir de 2023. Celle-ci se traduit par des homicides, des détentions, des destructions, l'extension continue des colonies, l'encerclement des villes et des villages,

la construction de routes réservées aux colons sur des terres palestiniennes confisquées, les attaques contre les oliveraies et le pillage des récoltes, ainsi que par une stratégie de fragmentation visant à isoler les communautés palestiniennes et à empêcher toute continuité territoriale. Loin d'être marginale, cette dynamique participe d'une reconfiguration durable de l'espace et des rapports de pouvoir.

Dans le prolongement de ces pratiques, le Liban est à son tour exposé à une conflictualité diffuse et persistante. Les bombardements israéliens dans le sud du pays et dans la banlieue de Beyrouth, les déplacements de dizaines de milliers de civils, la destruction de plusieurs villages frontaliers et le survol permanent de drones contribuent à installer un climat de guerre durable. Une société déjà profondément divisée sur les plans politique et confessionnel, notamment autour du rôle du *Hezbollah* et de son arsenal, et fragilisée par l'effondrement économique, se trouve ainsi confrontée à une incapacité à se projeter dans une phase de reconstruction, dans un environnement dominé par l'incertitude et la menace constante.

En Syrie, les développements en cours s'inscrivent dans un contexte encore plus fragile. La période de transition ouverte après la chute de la dictature assadienne et de ses cinquante-quatre années de règne, les recompositions du champ politique, la répression visant les populations alaouites et druzes, ainsi que les nouvelles évolutions économiques se déploient dans un paysage déjà ravagé par quatorze années de conflit et de violences de masse. Les frappes israéliennes contre des sites de l'armée, l'invasion de plusieurs localités au-delà du Golan occupé et les incursions répétées depuis la fin de l'année 2024 instaurent un contrôle sécuritaire et militaire *de facto* dans le sud du pays, non loin de la frontière avec la Jordanie. Ce dispositif vise à créer les conditions permettant à Tel-Aviv de peser ultérieurement sur les termes d'une normalisation avec Damas, encouragée par Washington et présentée comme l'un des préalables à toute reconstruction future.

Soutien américain et complicités européennes

Cette configuration régionale ne saurait être dissociée du soutien des États-Unis à Israël, devenu plus que jamais central dans la poursuite de son entreprise guerrière. Le soutien ne se limite plus aux livraisons d'armes, à l'assistance économique ou à l'usage du veto au Conseil de sécurité. Il repose d'abord sur une lecture du Proche-Orient dans laquelle la « stabilité » est assimilée à la capacité d'Israël à imposer sa volonté par la force et par la destruction. Il s'appuie ensuite sur la marginalisation du droit international et de ses institutions, jusqu'à leur mise sous pression ou leur sanction lorsqu'elles tentent d'établir la justiciabilité de responsables israéliens accusés de crimes contre l'humanité. Il se manifeste enfin par une diplomatie transactionnelle, fondée sur des accords économiques, des projets de constructions conçus comme des opportunités immobilières et des dispositifs



Ziad Majed

de gestion administrative indirecte de la bande de Gaza, dissociés des enjeux de droit, d'auto-détermination et de règlement politique.

À court terme, la supériorité militaire israélienne, rendue possible par l'appui américain et par les complicités européennes, peut donc nourrir l'illusion d'une stabilisation obtenue par la contrainte. À moyen et long terme, cependant, plusieurs dynamiques convergent pour faire de cette domination un facteur structurel d'instabilité. Elle entretient d'abord une succession d'arrangements sécuritaires et technocratiques dépourvus de toute perspective de paix durable fondée sur la reconnais-

sance des droits du peuple palestinien. Elle empêche ensuite l'évolution vers des processus de reconstruction ou de restitution des espaces détruits et des existences suspendues, dans le respect des contextes sociaux, politiques et culturels. Elle consolide enfin un régime d'impunité et d'exceptionnalisme régional qui se substitue à l'universalité des droits humains, en excluant des millions de personnes de toute protection juridique selon une hiérarchisation assumée des vies humaines par les puissances occidentales.

La stabilité impossible par la force

Dans ces conditions, tant que Gaza demeurera un territoire assiégé et dévasté, que la Cisjordanie continuera d'être morcelée, que les frappes se poursuivront au Liban et en Syrie, et que les responsables ou les soutiens de ces crimes resteront à l'abri de toute poursuite juridique, l'hégémonie militaire israélienne ne produira ni sécurité locale, ni paix régionale, ni stabilité à l'échelle internationale. Elle prolongera l'effondrement du Proche-Orient comme ordre politique, tout en révélant la crise plus large d'un système mondial dans lequel la puissance s'affranchit des limites que les sociétés avaient cherché à inscrire dans le droit.

Sans un changement à l'échelle des gouvernements en occident et de leur rapport avec la région, la justice et le droit à l'autodétermination n'est pas attendu prochainement, il relève néanmoins de la responsabilité des sociétés civiles à travers le monde de s'exprimer par la pression exercée sur les responsables politiques, par des mobilisations durables et par des initiatives concrètes de solidarité, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, par le soutien aux procès juridiques, par la documentation des violations et par l'identification des criminels. Il leur revient de maintenir la question palestinienne au centre de l'attention et de refuser l'effacement et l'invisibilisation des sociétés et des territoires de la région...

Ziad Majed,

politiste et professeur universitaire

Cf. page 31 de ce numéro

Israël et ses voisins du nord : « la paix par la force »

« Convaincre les Arabes, par une démonstration de force permanente, qu'il leur "faut" accepter au milieu d'eux un État juif »

L'ÉLECTION, LE 9 JANVIER 2025, DU GÉNÉRAL JOSEPH AOUN, COMMANDANT EN CHEF DE L'ARMÉE, À LA TÊTE DE L'ÉTAT LIBANAIS

puis, un mois plus tard, la nomination de Nawaf Salam – alors président de la CIJ – à la tête du gouvernement, avaient rempli d'espoir les Libanais : pour la première fois, deux hommes intègres parvenaient au sommet de l'exécutif. Chez le voisin syrien, l'arrivée au pouvoir d'Ahmed al-Charaa, chef de l'organisation islamiste Hayat Tahrir al-Cham, le 8 décembre 2024, avait aussi été bien accueillie. En dépit de son passé sulfureux, al-Charaa et ses hommes venaient de débarrasser la Syrie d'un régime mafieux au bilan effrayant : plus d'un demi-million de morts et de disparus, sept millions d'exilés, un pays en ruine.

Une année plus tard, ils sont amers : le redémarrage, à défaut d'une renaissance, n'a pas eu lieu. Les divisions internes, le manque de financements, le désintérêt de la communauté internationale expliquent en partie l'impasse actuelle. Mais les agressions quotidiennes d'Israël, en paralysant la vie économique, sont au moins autant responsables de la stagnation vécue par les deux pays.

Du 7 octobre 2023, début de la guerre à Gaza, au 27 novembre 2024, date du cessez-le-feu entre Israël et le *Hezbollah*, les attaques de l'État juif ont provoqué plus de 3800 morts au Liban, en majorité des civils, et blessé 15 000 autres. Un million d'habitants ont été poussés à l'exil. Pour Israël, il s'agissait de répondre au soutien militaire apporté au *Hamas* par le *Hezbollah*, soutien qui avait amené plusieurs dizaines de milliers d'Israéliens à fuir le nord.

Depuis le cessez-le-feu, Israël, unilatéralement, a multiplié ses incursions tuant près de 350 personnes, combattants du *Hezbollah*, mais aussi, pompiers, soignants, et, comme toujours, une majorité de civils, aux mauvais endroits, aux mauvais moments.

On aurait pu attendre des deux co-parrains américain et français, garants du cessez-le-feu, un minimum d'implication dans le respect de l'accord. Si Paris a élevé à de rares moments la voix, Tom Barrack et Morgan Ortagus, deux trumpistes venus de la finance chargés par Washington de « suivre » la question libanaise, n'ont cessé de rendre le *Hezbollah* seul responsable des tensions avec une armée israélienne qui, comme à Gaza, n'a jamais respecté le cessez-le-feu.

En réalité, *Hezbollah* et Israël font preuve de mauvaise foi. La formation chiite, poursuivant un agenda iranien, au mépris des intérêts du Liban, se restructure en affirmant qu'elle a le droit de se défendre contre les nombreuses agressions dont elle est l'objet. Elle a récupéré des financements et des armes en provenance de Téhéran, de la diaspora chiite ou via des trafics douteux. Le Parti de Dieu, si l'on en croit le général Maroun Hitti, bon connaisseur de la situation militaire au sud-Liban, conserve ainsi « une chaîne de commandement autonome, un arsenal supérieur à celui de l'État libanais et un réseau d'institutions qui fonctionne toujours ».

Du côté israélien, comme l'a rappelé le président Aoun, à la fête de l'indépendance, le 22 novembre, « Israël veut empêcher l'achèvement du déploiement de l'armée libanaise dans le sud du pays et, plus Beyrouth se montre ouvert à des négociations pacifiques avec Israël, plus celui-ci persiste dans son agression contre la souveraineté libanaise ».

La seconde partie de novembre dernier a tranché sur la routine habituelle avec l'assassinat de 13 Palestiniens dans un camp de Saïda puis, dans la banlieue sud de Beyrouth, celle de cinq hommes, dont le chef militaire du *Hezbollah*, Haytham Tabatabaï.

Cette augmentation des assassinats extrajudiciaires perpétrés par Israël depuis de nombreuses années, dès lors qu'il a décidé de liquider tous ceux qu'il qualifie de « terroriste », inquiète. En déclarant cyniquement le 25 novembre qu'Israël « recourra de nouveau à la force si le *Hezbollah* ne renonce pas à ses armes avant la fin de l'année », le ministre israélien de la Défense Israël Katz conforte les propos du président libanais : après les 350 morts, les milliers de blessés et l'impossibilité pour des dizaines de milliers d'habitants de rentrer chez eux en raison des tensions, on n'ose imaginer les suites d'un « recours à la force » !

Comme l'ont dit et répété plusieurs figures des droits humains comme Rony Brauman⁽¹⁾, le 7 octobre 2023 « n'est pas, on semble l'oublier, l'événement inaugural du conflit israélo-palestinien, plus longue et ultime guerre coloniale de la planète ». Cette réflexion vaut aussi pour le Liban et le *Hezbollah* créé en 1982 en réponse à une nouvelle invasion du Liban.

Un peu d'histoire... Dès 1919, Chaim Weizmann, l'un des principaux négociateurs du projet sioniste, propose une carte



Ignace Dalle

(1) ancien président de MSF



Commémoration des massacres de Sabra et Chatila, 19/09/25

du Proche-Orient dans laquelle l'État juif remonte jusqu'à la rivière Awali, au nord de Saïda. Étrangement, un peu plus d'un siècle plus tard, depuis octobre 2023, le gouvernement Netanyahu multiplie les initiatives pour vider le sud-Liban de sa population : villages détruits, champs phosphorés, oliviers brûlés, etc.

C'est cependant après la guerre des Six Jours que le Liban commence à être vraiment ciblé par Israël. Le modèle communautariste libanais, qui tient encore, gêne Israël. La politologue libanaise Sarah Yafi cite des documents israéliens selon lesquels il ne peut pas y avoir « deux Suisses au Proche-Orient ». Elle montre comment l'État juif, à partir de la destruction en décembre 1968 de la flotte civile libanaise, sous un motif fallacieux, a multiplié les attaques pour fragiliser le Liban. Comme le régime syrien, Israël profite de la faiblesse de l'État libanais pour jeter de l'huile sur le feu. La guerre civile démarre ainsi en avril 1975 et, pendant une quinzaine d'années, jusqu'aux accords de Taef en 1989, le Liban vit de sombres moments : invasions israéliennes de 1978 et de 1982, massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila, 250 soldats américains et 58 Français tués dans deux attentats...

Ces trois dernières décennies, l'État d'Israël a multiplié ingérences, incursions et assassinats, envahissant à nouveau son voisin du nord en 2006 et 2024. À chaque fois ce sont des milliers de morts et des centaines de milliers de réfugiés.

La fureur guerrière d'Israël n'est pas limitée au pays du cèdre. Dans les heures qui suivent la victoire de Ahmed al-Charaa, Israël effectue plus de 300 raids aériens contre des bunkers, des dépôts d'armes ou des bases militaires de l'armée syrienne. Il agrandit aussi le territoire qu'il occupe sur le Golan depuis 1973 et interdit aux forces armées de se déployer au sud de Damas !

Depuis cette date, les violations de la souveraineté syrienne par son voisin n'ont pas cessé. Exemple parmi cent : à la fin du mois de novembre, tandis que l'ONG *Human Rights Watch* condamne les déplacements forcés de populations syriennes qualifiés de crimes de guerre, des soldats israéliens arrêtent trois jeunes soupçonnés d'appartenir à un réseau islamiste. Devant la réaction du village, ils le bombardent et tuent treize personnes, dont des femmes et des enfants. « *IncurSION de routine* », note délicatement un porte-parole israélien...

Après le début de la guerre civile en 2011, Israël, pressé par ses citoyens druzes d'intervenir pour aider les Druzes syriens attaqués par des groupes islamistes qui les considèrent comme des hérétiques, hésite mais, de crainte de s'embourber, se borne à quelques avertissements. À la mi-juillet 2025, alors que l'armée syrienne intervient pour tenter de ramener le calme entre Druzes et Bédouins, qui s'entre-tuent à Suweida, dans le sud syrien, Israël, qui n'y veut pas de présence militaire syrienne, intervient militairement se posant désormais en seul protecteur de la communauté druze.

Si les États-Unis guidés par le slogan trumpien « *la paix par la force* », rêvent de voir Beyrouth et Damas conclure la paix avec Israël, nombre d'experts ne se font aucune illusion. Pour eux, Israël ne fait rien pour créer un climat apaisé et les rapports de force qu'il impose à ses voisins ne s'expliquent que par sa volonté de maintenir autour de lui un ensemble de pays affaiblis : « *Quelque chose visant à créer un nouvel empire israélien qui sera, soit craint, soit respecté par ses voisins* » et qui « *peut même s'étendre au-delà des frontières de la Palestine historique* », déclare à Copenhague en janvier 2025 Ilan Pappé⁽²⁾ qui craint qu'avec Trump « *il n'y ait pas grand-chose à faire* » au cours des prochaines années.

Déjà en 1975, Nahum Goldmann, alors président du Congrès juif mondial, déplorait que la politique israélienne définie par Ben Gourion, Premier ministre, et poursuivie par ses successeurs, « *consistait à convaincre les Arabes, par une démonstration de force permanente, qu'il leur fallait accepter au milieu d'eux un État juif* ». ■

Ignace Dalle*

* Ancien journaliste à l'AFP, il a passé de nombreuses années en poste dans le monde arabe, dont Liban, Syrie, Égypte et Maroc... Il a notamment publié *Les Trois Rois : La monarchie marocaine de l'Indépendance à nos jours* (Fayard, 2004), *La politique arabe de la V^e République* (Fayard 2015)

(2) historien israélien « révisionniste » (au bon sens du terme), a écrit plusieurs livres remarquables sur la création d'Israël.

Iran : retour du nationalisme et fin de la révolution islamique ?

Yasser Arafat fut le premier leader étranger à se rendre en Iran le 17 février 1979, quelques jours après la victoire de la révolution islamique. Cette visite symbolise une rupture géopolitique majeure pour le Moyen-Orient car la « question palestinienne » et l'opposition à Israël, furent désormais au cœur de la nouvelle politique iranienne d'exportation de la révolution islamique dans le monde arabe et musulman.

DANS LES FAITS, CET OBJECTIF IDÉOLOGIQUE FUT RAPIDEMENT MARGINALISÉ, après la prise en otage des diplomates américains (4/11/1979) et surtout par la guerre Irak-Iran (1980-1988) qui ont conduit l'ayatollah Khomeyni à donner la priorité à la défense du territoire national contre l'Irak soutenu par les pays occidentaux. La Palestine n'était pas oubliée mais passait au second plan.

Islamisme et nationalisme

Islamisme et nationalisme furent dès lors imbriqués dans la politique étrangère de la République islamique. Suivant l'exemple de l'Arabie saoudite qui développait ses réseaux d'influences liés à l'islam radical wahhabite mais pro-occidental, l'Iran a peu à peu apporté son soutien financier, militaire et politique à divers mouvements d'opposition dans le monde arabe et bien sûr en Palestine. Cette politique fut dénoncée en Europe et aux États-Unis comme un « soutien au terrorisme » en occultant le rôle de cette politique des « proxys »⁽¹⁾ pour protéger l'État iranien résistant à l'agression irakienne. Par ailleurs, malgré des discours pour « libérer Jérusalem », l'Iran n'a pas toujours soutenu l'OLP jugée trop laïque, ni les organisations sunnites comme le *Hamas*. La Syrie était en revanche privilégiée car elle était le seul État de la région allié contre l'Irak.

Après l'expulsion de l'OLP du Liban en 1982, le soutien de l'Iran pour armer le mouvement chiite libanais *Hezbollah*, a permis à la République islamique de poursuivre indirectement son soutien aux Palestiniens et surtout de disposer d'une force armée efficace menaçant Israël et donc capable de dissuader toute attaque contre le territoire iranien et contre son programme nucléaire. Ce double usage des proxys, islamiste et nationaliste, s'applique également aux milices chiites d'Irak et aux Houthis du Yémen. Cette stratégie duale a suscité l'hostilité de la plupart des États arabes voisins et des pays occidentaux, provoqué un isolement politique de l'Iran et justifié l'imposition de sanctions économiques dont a souffert la population iranienne. Le consensus des Iraniens contre l'agression irakienne s'est ainsi transformé en hostilité au gouvernement après la guerre, quand le régime islamique a poursuivi

son hostilité à Israël, construit un « Axe de la résistance » qui dépassait les objectifs de défense nationale.

Échec de l'islamisme et montée du nationalisme.

En déchirant le 8 mai 2018 l'accord sur le nucléaire iranien négocié par Barack Obama et Hassan Rohani en 2015, les États-Unis de Donald Trump ont bloqué le processus d'ouverture économique et politique de l'Iran et apporté de l'eau au moulin aux factions iraniennes les plus radicales, hostiles à toute normalisation. L'Iran a donc repris l'enrichissement de l'uranium tandis que les conflits se multipliaient avec l'Arabie saoudite et que la guerre contre *Daesh* ravageait l'Irak et la Syrie. La signature en 2020 des accords d'Abraham entre Israël et plusieurs autres États de la région a alors renforcé les craintes iraniennes d'être encerclé sur les plans politique et militaire.

Pour mettre un terme à cette hostilité sans issue et au risque d'une guerre régionale, la Chine, principal acheteur du pétrole iranien et saoudien, a ainsi imposé en avril 2023 aux deux « gendarmes du Golfe » de normaliser leurs relations. Était-ce la fin de la « révolution islamique » ? Ce fut du moins un tournant décisif et probablement durable, un demi-siècle après la rupture provoquée par la révolution iranienne de 1979, notamment pour la lointaine Palestine. Les intérêts étaient désormais centrés sur le golfe Persique. Parmi les innombrables problèmes que devaient résoudre Téhéran et Riyad, le sort de la Palestine n'était pas prioritaire, même s'il existait un consensus pour constater que la « question palestinienne » serait une grave source de conflit si elle n'était pas résolue. Les massacres perpétrés par le *Hamas* le 7 octobre 2023 sont alors intervenus de façon imprévue, et provoqué une accélération de l'histoire de façon dramatique.

Pour l'Iran, affaibli par les sanctions américaines et les crises intérieures, il n'était pas question de se laisser entraîner dans une guerre pour défendre la lointaine Palestine et le mouvement islamiste sunnite du *Hamas* ou aller au secours des habitants de Gaza. Utiliser contre Israël les missiles du *Hezbollah* aurait privé l'Iran de sa force de dissuasion et poussé les États-Unis à



Bernard Hourcade

(1) En géopolitique, « proxy » fait référence à un État qui, tout en étant indépendant *de facto*, ou de jure est en fait subordonné à un autre État plus puissant et doit s'aligner sur sa politique

attaquer l'Iran en représailles alors que la priorité était alors à reprendre les négociations sur le nucléaire et obtenir la levée des sanctions économiques. Israël a alors multiplié les provocations et agressions contre l'Iran, le Liban et le *Hezbollah* pour pousser la République islamique à la faute et justifier une guerre massive avec le soutien américain. En vain.

L'Iran n'a pas réagi immédiatement à l'attaque contre son consulat de Damas, à l'explosion des « *beepers* » des cadres du *Hezbollah*, à l'assassinat de Hassan Nasrallah au Liban, ou à celui du chef du *Hamas* Ismaël Haniyeh à Téhéran. Ils n'ont pas mobilisé leurs alliés et milices d'Irak, de Syrie ou du Liban, mais ont montré avec ostentation leur décision de défendre l'État national iranien et lui seul. Le symbole de cette nouvelle stratégie fut l'attaque d'Israël depuis le territoire iranien, le 13 avril 2024, avec plusieurs centaines de drones et missiles. Une opération répétée ensuite à plusieurs reprises. L'intervention conjointe des armées israélienne, américaine, britannique, française et jordanienne fut nécessaire pour détruire les engins, mais la victoire iranienne était politique et non militaire. La République islamique d'Iran a fait le constat de sa défaite ou du manque d'efficacité de sa stratégie après les coups très durs portés au *Hezbollah* par Israël et décidait de tourner – en partie – la page de l'exportation de la révolution islamique pour retourner sur ses bases nationales. Quelques jours plus tard, le Guide de la Révolution islamique Ali Khamenei confirmait ce changement de politique imposé en félicitant ses (anciens ?) alliés du *Hezbollah*, d'Irak ou de Syrie pour leur courage et en les informant qu'ils devraient désormais gérer seuls leurs combats. Ce repli sur les intérêts et le territoire national, ne signifie pas que l'Iran ait totalement abandonné l'Axe de la résistance, puisque c'est le seul pays à avoir vraiment sanctionné Israël après les massacres et les destructions de Gaza et de Cisjordanie, avec l'appui discret des pays arabes et des non-alignés.

Israël puissance régionale dominante, oublier Gaza

La chute du régime de Bachar el-Assad en Syrie en décembre 2024 a marqué une nouvelle étape décisive dans les rapports

entre l'Iran, Israël, les États-Unis, et le monde arabe. En effet, la force *Qods*, les forces spéciales iraniennes les Gardiens de la Révolution islamique, ont dû quitter la Syrie sans combattre, laissant sur place les armes destinées au *Hezbollah*, leurs réseaux de renseignement et leurs investissements économiques et politiques. Après le Liban, l'Iran perdait la Syrie comme base d'influence et de son action contre Israël et vers la Méditerranée. L'Iran perdait aussi – surtout – son arme de dissuasion pour éviter une attaque contre son territoire. De fait, quelques mois plus tard, le 13 juin 2025, Israël pouvait lancer une attaque massive contre les installations nucléaires, militaires, balistiques et civiles iraniennes, en traversant sans problème l'espace aérien libanais, syrien et irakien sous contrôle américain.

Au-delà de la question du nucléaire, le but de Benjamin Netanyahu était de ravager l'Iran pour que le pays, soumis au chaos, ne s'en relève pas avant plusieurs années. Pour éviter une extension incontrôlable du conflit, cette guerre de Douze jours fut interrompue par le bombardement des installations nucléaires iraniennes de Natanz et Fordow par l'aviation américaine, privant ainsi Israël du principal prétexte au conflit et de ses prétentions à imposer sa loi dans toute la région.

Cette guerre préventive, contraire à toutes les conventions internationales, fut condamnée très mollement par la communauté internationale, mais plus fermement par les pays arabes qui ne regrettaient pas l'affaiblissement de l'Iran mais constataient que la puissance militaire israélienne sans rivale, et sans aucun respect du droit international, était désormais un vrai danger pour tous les pays de la région, bien plus que la République islamique.

En Iran affaibli sur le plan militaire, cette agression étrangère a suscité un consensus nationaliste qui a renforcé le gouvernement réformateur de Massoud Pezeshkian et placé le pays en meilleure position dans les négociations avec Washington sur le nucléaire et la levée des sanctions économiques qui écrasent la population. On sait aujourd'hui que la guerre fut déclenchée par Israël pour faire échouer la réunion prévue à Oman trois jours plus tard, pour signer un accord sur le nucléaire entre l'Iran et les États-Unis. La « menace iranienne » restait ainsi vivace et permettait, à nouveau, de faire oublier Gaza et la Palestine et de rendre menaçant le nationalisme iranien. Chacun sait pourtant que la donne a changé, que la question n'est plus l'ambition régionale de la révolution islamique de 1979, mais le projet expansionniste israélien. Chacun sait qu'aucune paix ne sera possible tant que la « question palestinienne » n'aura pas trouvé une solution juste et durable ■

Bernard Hourcade*

* Directeur de recherche émérite au CNRS, Centre de recherche sur le Monde, iranien, Paris. Il a dirigé l'Institut français de recherche en Iran de 1978 à 1983. Il est l'auteur de *Géopolitique de l'Iran* (Armand Colin, 2010), *L'Iran au xx^e siècle Entre nationalisme, islam et mondialisation* (Fayard, 2007), Iran. *Nouvelles identités d'une république* (Belin, 2002).

Les accords d'Abraham, victimes du génocide des Gazaouis

« Historiques » : c'est l'adjectif choisi par les médias pour caractériser les accords entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn, présentés à Washington à la mi-septembre 2020. Plus modestes, Donald Trump et Benjamin Netanyahu, maîtres de cérémonie, parlaient d'« accords d'Abraham ». Mais le génocide perpétré depuis le 8 octobre 2023 par Israël à Gaza et la multiplication de ses attaques ailleurs au Proche-Orient – en Cisjordanie, au Liban, en Iran, au Yémen et en Syrie – ne leur ont pas permis de recruter de nouveaux États signataires...

SI CES ACCORDS MARQUENT UNE PERCÉE DE LA NORMALISATION RECHERCHÉE PAR ISRAËL ET LES ÉTATS-UNIS AVEC LE MONDE ARABE, PLUSIEURS FACTEURS INVITENT À LA RELATIVISER.

Première objection : il ne s'agit pas vraiment d'accords de paix, les États signataires n'ayant jamais été en guerre. Deuxième objection : nul ne connaît leur contenu, sauf la promesse de chasseurs F-35 aux Émirats. Troisième objection : leur dimension électorale, qui n'a pas sauvé à l'époque Donald Trump et, pour un temps, Benjamin Netanyahu, néanmoins « repêché » le 1^{er} novembre 2022 par son alliance victorieuse avec les partis ultraorthodoxes et l'extrême droite suprémaciste.

Cette histoire commence avec le « consensus stratégique », formule chère à Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter (1977-1981), qui résume ainsi la stratégie des États-Unis depuis 1967 au Moyen-Orient : pérenniser leur hégémonie sur la région en rassemblant Israël et ses voisins.

Première avancée : en 1977, le voyage d'Anouar el-Sadate à Jérusalem, puis en 1978 son sommet à Camp David avec Menahem Begin et Jimmy Carter débouchent sur une paix séparée. Mais les Palestiniens deviennent un acteur majeur avec leur première *Intifada* (1987-1991). Au lendemain de la guerre du Golfe, la conférence de Madrid (1991) et les accords d'Oslo (1993) poussent Washington à accepter un État palestinien en pointillé. Et Israël engrange en 1994 une seconde paix séparée : avec la Jordanie. Mais, en 1995, Itzhak Rabin est assassiné, et avec lui le « processus de paix » enterré lors du sommet avorté de l'été 2000 à Camp David. Place à la deuxième *Intifada*, qui creuse un fossé sanglant entre les deux peuples, avec environ 5 000 morts, 4 000 Palestiniens et 1 000 Israéliens.

La parenthèse d'Oslo refermée dans le sang, Israël agit unilatéralement, en dépit du droit international, de la colonisation au mur. Et

George W. Bush renonce à freiner son allié. Barack Obama exigera en vain le gel de la colonisation : il capitulera face à Netanyahu.

Oubliée, l'initiative de paix de la Ligue arabe (2002), qui offrait une normalisation des relations si Israël se retirait des Territoires et acceptait un État palestinien avec sa capitale à Jérusalem. En coulisses, les Arabes négocient pour leur compte sans exiger un État palestinien.

Cette « *trahison* » remonte loin. De la Grande révolte (1936-1939) à la *Nakba* (1947-1949), les « frères arabes » abandonnent les Palestiniens, quand ils ne les massacrent pas : les Jordaniens lors de Septembre noir (1970), les Syriens à Tal al-Zaatar (1976) et les Libanais pendant leur guerre civile (1975-1990)...

L'autre clé se trouve à Washington et... change de mains. Netanyahu et ses alliés arabes, orphelins de Trump, paniquent. Haaretz évoque même une politique de « terre brûlée ». Mais jusqu'où le président lame-duck⁽¹⁾ peut-il, d'ici au 21 janvier 2021, jouer les Néron ?

De Joe Biden, on avait oublié que, depuis des décennies, il se présentait comme « sioniste » : « *Il n'est pas nécessaire d'être juif pour être sioniste* », affirma-t-il dès les années 1970 et répéta-t-il ces dernières années⁽²⁾. Et d'expliquer : « *C'est le meilleur investissement de 3 milliards que nous ayons jamais fait. S'il n'y avait pas d'Israël, les États-Unis devraient inventer un Israël pour protéger leurs intérêts dans la région.* »

L'opération terroriste du 7 octobre, suivie du « génocide » des Gazaouis, lui donneront l'occasion de justifier à nouveau cet engagement. Rarement critique sur la « revanche » sanglante du gouvernement d'extrême droite, il lui fournit des quantités astronomiques d'armes dont il a besoin pour détruire Gaza et massacrer sa population.

L'expérience incite à éviter toute illusion. Face à la droite israélienne, la volonté d'un président étatsunien se mue presque toujours en velléité et finalement en capitulation. Avec le



Dominique Vidal

(1) Littéralement « canard boiteux », se dit d'un président en fin de mandat et non rééligible pour un second mandat qui se trouve plus libre (d'engager des mesures impopulaires).

(2) Cf. *Le Monde*, 12 mai 2024.



Destruction massive de bâtiments à Téhéran ciblés par l'attaque israélienne, 13 juin 2025

retour de Donald Trump, la Maison Blanche héberge à nouveau un véritable ami de la droite israélienne, mais qui défend ses intérêts comme il les conçoit.

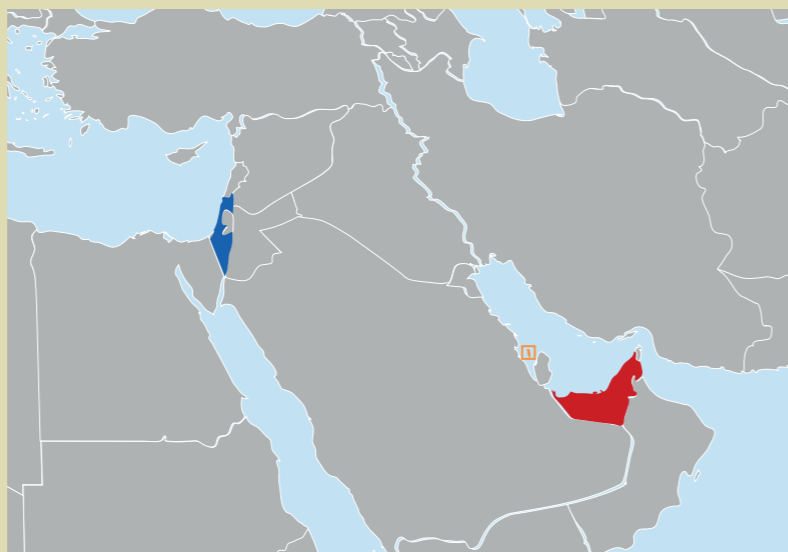
Dans le duo ainsi reconstitué, l'homme à la casquette rouge avance drapé dans les « accords d'Abraham ». Sauf que, depuis le Maroc, payé par la reconnaissance de la « marocanité du Sahara », aucun autre État du Maghreb ou du Machrek n'a accepté de « normaliser » ses relations avec Netanyahu. Même Mohamed ben Salman, en visite en novembre 2025 à Washington, n'a pas hésité à repousser les avances de Trump, malgré les flatteries de celui-ci : le prince héritier de l'Arabie saoudite a invoqué la gêne du monde arabe en général (3), et en particulier le fait que la « société saoudienne » n'était pas « prête ».

De fait, l'enquête du Centre arabe de recherches et d'études politiques (CAREP) a révélé que seule une petite minorité des opinions arabes (8 %) prônait la normalisation de leurs pays avec Israël. La folie belliciste du Premier ministre israélien – qui a pris pour cible, outre Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est, le Liban, l'Iran et le Yémen – dissuade même les dirigeants arabes les plus « modérés » de tout geste complaisant avec Tel-Aviv.

Autre conséquence de la barbarie en œuvre au Proche-Orient, l'évolution de l'opinion aux États-Unis. Depuis plusieurs années, les Démocrates exprimaient de plus en plus nettement leur hostilité envers la politique de la droite israélienne. La tragédie gazaouie a poussé nombre de Républicains à les rejoindre. Au cœur de cette radicalisation figurent les Juifs américains, dont une majorité ne considère pas le soutien à Israël comme partie intégrante du judaïsme. Pour la première fois dans l'histoire, des sondages ont révélé que les Américains sympathisants avec les Palestiniens sont plus nombreux que ceux appuyant Israël.

Tel n'est pas le paysage politique israélien. Traumatisés par le choc du 7 octobre 2023, entretenu depuis par son évocation permanente, la plupart des Juifs israéliens n'ont pas rejeté la propagande développée par Netanyahu et ses alliés. Étonnamment, la mobilisation presque chaque samedi de 2024 de centaines de milliers de manifestants contre la réforme de la justice et pour la défense de la démocratie n'a pas débouché sur une remise en cause de la guerre elle-même. Seule la peur de la mort des otages a maintenu une certaine défiance de l'opinion juive vis-à-vis du gouvernement de Netanyahu.

Contrairement aux décennies précédentes, rien n'indiquait plus dans les sondages l'expression d'un « camp de la paix » se présentant comme une « alternative » à la droite et à l'extrême droite au pouvoir. Conscient de ce vide, le Premier ministre a joué sur la prolongation des hostilités comme d'un instrument



Carte relative aux États ayant signé le 15 septembre 2020 à la Maison Blanche les accords d'Abraham (Émirats arabes unis en rouge et Bahreïn en orange)

pour maintenir le soutien de ses citoyens. Seule l'intervention de la nouvelle présidence étatsunienne a mis partiellement fin à ce jeu pervers. Encore faudra-t-il vérifier le respect du cessez-le-feu proclamé le 10 octobre 2025 et qui, deux mois plus tard, n'a en tout cas pas réussi à stopper le bain de sang provoqué par Israël à Gaza...

Un signe important devrait toutefois inquiéter l'extrême droite israélienne. L'*aliya* (« montée ») connaît un recul sans précédent. Selon la presse israélienne, 2024 a enregistré une baisse de 32,5 % des immigrants par rapport à 2023 ; et la baisse dans la première moitié de 2025 dépasse 42 %. Pis : la *yerida* (« descente ») l'emporte désormais sur l'*aliya* : 55 400 Juifs israéliens ont quitté leur pays en 2023 et 92 000 en 2024 pour s'installer à l'étranger, aux États-Unis et dans plusieurs pays de l'Union européenne (4). Non seulement, le départ se poursuit à un rythme encore supérieur en 2025, mais 27 % des citoyens juifs d'Israël « envisagent » d'en faire autant (5).

Ce paradoxe m'a rappelé une anecdote en vogue dans la fin des années 1970. Au jeune journaliste que j'étais, des amis israéliens assuraient : « N'aie pas d'inquiétude, il y aura bientôt deux États : un État d'Israël ultra-orthodoxe et ultra-nationaliste, et un autre modéré à l'intérieur comme à l'extérieur. » Au rythme où ce pays se droitise, on peut désormais douter du second terme de l'hypothèse...

■

Dominique Vidal*

* Journaliste et historien. Co-auteur avec Philippe Rekacewicz de *Palestine-Israël Une histoire visuelle* (Seuil, Paris, 2024)

(3) Lire <https://blog.mondediplo.net/frappante-maturite-des-opinions-arabes>

(4) Site de i24, 19 septembre 2025.

(5) *IsraelValley*, 25 novembre 2025.

Après le cessez-le-feu officiel le Conseil de sécurité de l'ONU valide un projet colonial

EN VALIDANT, LE 17 NOVEMBRE 2025, LE PLAN DE DONALD TRUMP CENSÉ METTRE UN TERME À DEUX ANNÉES DE GUERRE DÉVASTATRICE À GAZA, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES A AVALISÉ UN PROJET ÉLABORÉ SANS LES PALESTINIENS, QUI LES PLACE SOUS TUTELLE ET CONDITIONNE AU BON VOULOIR DE L'OCCUPANT LA MISE EN ŒUVRE DE LEUR DROIT À L'AUTODÉTERMINATION ET À L'INDÉPENDANCE. Quels objectifs poursuit l'administration de Washington ? L'Union européenne et une majorité de ses États membres, dont la France, vont-ils se borner à observer, se soumettre aux injonctions de Washington et cautionner l'agonie programmée du droit international ? Décryptage.

C'est ça ou l'enfer. De l'Ukraine à la Palestine, Donald Trump sait user de l'ultimatum. À Gaza, il a en apparence renoncé à son rêve de janvier dernier, lorsqu'il entamait son second mandat à la Maison Blanche, celui d'une Riviera érigée sur les décombres d'un territoire anéanti et les dépouilles de plus de 70 000 Palestiniens, les survivants étant promis au transfert. La première phase de son nouveau plan acceptée le 9 octobre prévoyait un cessez-le-feu et donc l'arrêt des bombardements, la libération des otages israéliens enlevés par le Hamas le 7 octobre 2023 et la restitution des corps de ceux décédés, la libération de plusieurs milliers de prisonniers palestiniens détenus dans les centres de torture israéliens, et l'arrêt de l'obstruction israélienne à l'entrée de l'aide humanitaire indispensable à la survie de deux millions et demi de Gazaouis. La seconde phase ressemble à un avatar de son fantasme de Riviera même s'il a tenu à rassurer, notamment les États arabes frontaliers, en renonçant au transfert de toute une population. Il prévoit, sans consultation ni consentement du peuple palestinien, la mise en place pour deux ans au moins d'un Conseil dit de paix, sous domination extérieure et que lui-même présiderait, ayant tout pouvoir sur l'administration, l'économie, la reconstruction...

Un conseil palestinien technocratique générerait le quotidien sous son autorité. Comme au temps retrouvé des colonies et des protectorats. Il prévoit aussi la constitution d'une force internationale dite de sécurisation, sur la composition de laquelle la puissance occupante israélienne s'octroie un droit de veto en dépit du mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale contre son Premier ministre et après deux années de guerre génocidaire. Cette force serait commandée depuis la base américaine implantée dans le sud d'Israël et aurait pour principale mission de s'assurer du désarmement non pas de la puissance occupante mais des « forces non étatiques » palestiniennes (en l'occurrence le Hamas). Le retrait des forces militaires israéliennes de Gaza, qui occupent encore 53 % de la superficie de

cette enclave surpeuplée, ne devrait intervenir qu'à l'issue de cette mission si tant est qu'Israël la juge complète et définitive. Le plan américain évoque l'hypothèse d'un État palestinien. Mais à la condition que l'Autorité nationale palestinienne, qui n'a pas connu d'élection depuis plus de vingt ans, se soumette à un plan de réforme dicté par sa nouvelle tutelle et approuvé par la puissance occupante dont les dirigeants ne cessent de répéter à qui refuse de l'entendre qu'ils nient pour l'éternité le droit à l'existence de tout État palestinien.

La loi du plus fort contre le droit

Conseillé et assisté par son gendre Jared Kushner et par son ami le détenteur de l'empire immobilier Steve Witkoff qu'il a nommé envoyé spécial pour le Moyen-Orient, Donald Trump assume donc l'inhumation du droit international dont il ne fait nulle mention, au profit de la loi conquérante du plus fort. Il passe outre le droit des peuples à l'autodétermination et toutes les résolutions des Nations unies et de son Conseil de sécurité, à commencer par les résolutions 242 et 338 qui réaffirment l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et la résolution 194 qui prévoit le retour et le dédommagement des réfugiés palestiniens expulsés de chez eux depuis près de huit décennies. Il exclut toute référence à l'arrêt de la Cour internationale de Justice de juillet 2024 laquelle rappelait que « *L'État d'Israël est dans l'obligation de mettre fin à sa présence illicite dans*



Avant-poste, Khan El Ahmar

le Territoire palestinien occupé dans les plus brefs délais [...] de cesser immédiatement toute nouvelle activité de colonisation, et d'évacuer tous les colons du Territoire palestinien occupé [...] de réparer le préjudice causé à toutes les personnes physiques ou morales concernées dans le Territoire palestinien occupé » mais aussi que « tous les États sont dans l'obligation de ne pas reconnaître comme licite la situation découlant de la présence illicite de l'État d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et de ne pas [y] prêter aide ou assistance ».

Entre soutien à la politique israélienne et volonté de normalisation régionale

Se targuant cependant d'ouvrir ainsi une nouvelle ère de paix régionale, le prétendant autoproclamé au Nobel de la paix aspire aussi à une régénération des relations des États-Unis avec les États arabes et à une normalisation israélo-arabe s'inscrivant dans la droite ligne des accords d'Abraham. Cette ambition peut-elle s'accommoder de la politique de Benyamin Netanyahu et du soutien indéfectible que lui assure Donald Trump ?

Les deux hommes ont en commun une vision suprémaciste du monde. Benyamin Netanyahu a su aussi, notamment depuis septembre 2001, se faire le chantre de la politique états-unienne de « guerre contre le terrorisme » et se présenter comme le fer de lance mondial d'une croisade idéologique et militaire contre le terrorisme et contre l'islamisme, dont il présentait alors l'OLP comme l'incarnation.

Ainsi dès son premier mandat Donald Trump avait-il décrété Jérusalem capitale du seul État d'Israël. Cette fois, niant la réalité du génocide voire de la famine imposée aux Gazaouis, il a poursuivi et amplifié les livraisons d'armes de son prédécesseur à Tel-Aviv, s'est opposé à toute intervention des Nations unies, a supprimé les financements de l'Unrwa, a décidé de sanctions contre les associations palestiniennes de défense des droits humains mais aussi contre les membres de la Cour pénale internationale ou contre la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les territoires palestiniens occupés Francesca Albanese. Il garde le silence sur la poursuite des bombardements israéliens meurtriers contre Gaza et des obstructions à l'entrée de l'aide humanitaire et sanitaire pour la population réfugiée dans des campements inondés. Il laisse faire les arrestations de Palestiniens libérés à la suite de l'accord de cessez-le-feu l'extension sans précédent des constructions et des projets de colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et les violences des colons et de l'armée contre des communautés entières en Cisjordanie... Il est allé jusqu'à suggérer à Chaim Herzog d'octroyer la grâce présidentielle à son Premier ministre accusé de plusieurs affaires de corruption.

La vision expansionniste de Benyamin Netanyahu pourrait-elle dans ce contexte limiter les ambitions régionales de Washington ? Après le Liban, la Syrie, le Yémen, l'Iran, le Premier ministre israélien a osé bombarder le Qatar où se déroulaient les négociations avec le Hamas. Le Qatar, meilleur allié militaire de Washington dans le monde arabe. Des protestations circulent et les États arabes doivent aussi en partie composer avec leurs opinions publiques. Officiellement, ils ont notamment réitéré l'exigence d'un État palestinien. Et il est

peu probable que les accords d'Abraham s'étendent sous cette forme. Mais pour Donald Trump, la diplomatie c'est aussi voire d'abord la diplomatie économique. Celle des contrats. Il entend par exemple négocier un contrat d'exportation de gaz israélien à l'Égypte. Et des gisements ont été mis à jour sur les eaux gazaouies. Dans la même veine, recevant en grande pompe en novembre le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammad Ben Salmane, Donald Trump l'a disculpé de toute responsabilité dans l'assassinat du journaliste Jamal Kashoggi, et annoncé un accord stratégique de défense entre les deux pays et la livraison de F35, tandis que Riyad promet d'investir mille milliards de dollars aux États-Unis. Les armes et l'argent sont la continuité de la diplomatie ou des accords d'Abraham par d'autres moyens... Et plusieurs pays arabes ont déjà annoncé leur participation à la force internationale dite de sécurisation à Gaza. Comme l'officialisation de leur consentement au plan de Donald Trump.

L'Europe subjuguée ?

L'Europe saura-t-elle réagir, ou se laissera-t-elle subjuguée, au sens propre ? En proie à ses divisions, entre soutiens inconditionnels d'Israël et sa politique à l'instar de l'Allemagne, de l'Italie ou de la Hongrie, soutiens de fait dénonçant en paroles les violations du droit, tels la France, ou acteurs de la lutte contre l'impunité, comme l'Espagne, l'Irlande, la Slovaquie ou la Belgique, l'Union européenne peine à définir une politique commune. Applaudissant à la trêve, saluant le plan de Donald Trump qui renonce au transfert des Palestiniens de leur pays et mentionne un éventuel futur État de Palestine, l'Union européenne se borne à ressasser son soutien à « la solution de deux États » sans intervenir pour empêcher les faits accomplis israéliens qui, de décennie en décennie, en rendent l'hypothèse caduque. Elle n'aura pas su sortir de son inaction en dépit de l'obligation pour tous les États de prévenir des risques de génocide, ni remis en cause son statut de premier partenaire commercial d'Israël. L'UE concentre plus de 28 % des exportations israéliennes et plus de 32 % de ses importations. Elle développe avec Tel-Aviv des relations commerciales, politiques, sécuritaires. Elle a intégré Israël au programme Horizon doté de 95 milliards d'euros et à Galileo. Elle s'y approvisionne davantage en gaz depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine. Mais il a fallu attendre 2025 pour que soit posée officiellement la question de sanctions, rejetée faute d'unanimité ou de majorité qualifiée. La France se retranche derrière ces divisions pour éviter les sanctions. Mais, comme l'ont fait l'Espagne, la Slovaquie, l'Irlande, la Belgique chaque État a la possibilité d'en adopter, qu'il s'agisse de commerce, de vente d'armes, de diplomatie, de soutien aux demandes de la CPI... Il s'agit évidemment d'abord du sort de la Palestine et du peuple palestinien. Mais aussi de l'avenir de l'Europe elle-même, des principes qu'elle prétend encore défendre alors qu'elle est travaillée par les thèses racistes, de haine et d'exclusion. Laisser la force et le joug colonial des puissants se substituer au Droit, c'est ouvrir la voie à d'autres guerres, d'autres conquêtes, et renoncer à un avenir de paix. À quoi ne renoncent pas les militants et militantes de la solidarité. ■

Isabelle Avran

Trois premiers pas en Palestine : récits croisés de Nathalie, Antoine et Valérie

Trois membres de l'AFPS Paris-Centre – Nathalie, Antoine et Valérie – se sont rendus, pour la première fois, en Palestine afin de confronter leurs connaissances théoriques à la réalité du terrain.

Tous savaient qu'ils découvrieraient un territoire meurtri, mais aucun n'imaginait à quel point la vie quotidienne est entravée. Dès leur arrivée, Nathalie est frappée par la rudesse du quotidien palestinien : chaque geste, même banal, peut être interrompu. Elle décrit un peuple vivant dans une double tente – celle de pouvoir avancer un moment et celle, plus lourde, d'anticiper la prochaine entrave. Mais ce qui l'a le plus bouleversée, c'est la force vitale d'un peuple refusant l'effacement : étudiants, travailleurs, familles qui continuent malgré tout d'espérer. Elle en revient convaincue que ce combat, « cruellement déséquilibré », ne pourra être gagné sans un soutien extérieur « massif, organisé et continu ».

Antoine, qui rêvait de ce voyage depuis longtemps, vit lui aussi un choc profond. Rien ne pouvait le préparer à l'intensité de ce qu'il découvre : une population d'une « résilience incroyable », face à un quotidien qu'il juge « invraisemblable et terrible ». Partout il voit les marques de l'occupation : soldats armés jusque dans le tramway, routes contrôlées, villages harcelés. À Masafer Yatta, l'impunité des colons le sidère, mais il y croise aussi Guy ainsi que les militants israéliens de Ta'ayoush, hommes et femmes dont la détermination force l'admiration. Bien que peu nombreux, ils se tiennent, avec les militants internationaux, aux côtés des habitants du sud d'Hébron pour protéger leur droit le plus élémentaire : celui de rester sur leurs terres. Antoine garde également la beauté des sourires d'enfants et l'émotion de marcher sur une terre chargée d'histoire. « On ne revient pas tout à fait le même ».

Valérie, elle aussi, voulait « voir de [ses] yeux » la réalité palestinienne. Entrer dans un territoire où l'occupant semble disposer de tous les droits lui laisse un sentiment étrange. Même lorsque la présence armée paraît discrète, les drapeaux israéliens « flottant partout » rappellent l'asymétrie du pouvoir. À Silwan, elle est bouleversée par les maisons détruites, les

terrains confisqués, et les enfants jouant au milieu des menaces d'expulsion. Elle se souvient de cet homme qui, avec dignité, leur montre les gravats de la démolition de sa maison qu'il doit financer lui-même, après avoir refusé de quitter son terrain. La rencontre avec Atallah Hannah, premier Palestinien nommé archevêque grec orthodoxe, marque un moment fort : un regard « plein de détermination » symbole d'une résistance enracinée.

Le dernier soir, à Tel-Aviv, Valérie assiste à la commémoration des 30 ans de l'assassinat d'Yitzhak Rabin. Une foule nombreuse chante des paroles de paix, tandis que les discours appellent à une enquête sur le 7 octobre. Aucun membre du gouvernement actuel n'est présent, rappel amer, mais aussi signe d'un autre Israël, celui des voix qui refusent la haine. « Une petite lueur d'espoir », dit-elle.

De leurs trois récits se dégage une même évidence : la Palestine n'est pas seulement un territoire sous occupation, mais aussi un espace de vie, et d'humanité. La solidarité apparaît comme une nécessité urgente et profondément humaine – une solidarité qui doit inclure les Israéliens engagés pour la justice. Car si ces militants existent, les autres voix restent dominantes : beaucoup d'Israéliens rencontrés hors des cercles militants semblent nourris par la peur et la propagande, persuadés qu'Israël ne fait que se défendre. Cette fracture donne parfois l'impression de ne pas vivre dans le même monde. D'où l'importance capitale de ceux, Israéliens comme Palestiniens, qui s'opposent à cette logique : seul un changement venu de l'intérieur (de la société israélienne) pourra ouvrir la voie à la justice et à la paix.

Et pour Nathalie, Antoine et Valérie, cette première mission a gravé cette conviction profonde : la solidarité n'est pas un simple principe, mais une nécessité concrète, urgente, et profondément humaine. ■

Synthèse du retour de mission de Nathalie, Antoine et Valérie



Coexistence pour la paix lors de la commémoration de l'assassinat d'Y. Rabin. Une petite lueur d'espoir.

Et alors, cette manif nationale? Hé bien on l'a faite, et c'était un succès!

Nous espérions tous et toutes un succès immense. Une inquiétude planait pourtant. Sur le nombre de participants bien sûr, mais aussi en raison de la météo : la pluie était annoncée depuis plusieurs jours. Manifester ce 29 novembre, c'était un double pari!



Le cortège de l'AFPS, lors de la manifestation du 29 novembre

Place de la République : dès 12h30 les gens commencent à se regrouper. Une quinzaine de volontaires de l'AFPS s'étaient donné rendez-vous pour le montage du barnum sous lequel seraient exposés documentation et autocollants. Autour, des camions sont en cours d'installation, des petits groupes de militant-es qui se multipliaient à chaque minute.

Une heure plus tard, nous avons rejoint le point de rassemblement de l'AFPS, boulevard Voltaire à l'angle de la rue Amelot, pour la mise en place des services d'ordre, du camion sono de tête et des premières banderoles. Les gens convergent de plus en plus. Nombreux étaient les groupes locaux venus des régions rejoindre les habitué-es des départements d'Île-de-France. Une demi-heure avant le départ, la foule était dense, bien plus que lors des manifestations des deux dernières années. Nous étions nombreux-ses au rendez-vous, de Bretagne, des Pays de la Loire, de Normandie, du Centre, du Nord, d'Alsace, des Alpes, du Sud-Ouest, venus en bus, en train ou en voiture ; et on en oublie forcément ! Les panneaux et les drapeaux avaient été distribués,

les banderoles bientôt déployées... L'ambiance était particulière, gravité et joie mêlées ; plaisir de retrouver des camarades venus de loin, importance d'être là ensemble pour dire notre colère face à la situation à Gaza et en Cisjordanie, tout comme notre détermination à voir reconnaître les droits de Palestinien·nes.

14 h : tout était en place. Derrière le camion sono de tête, le carré des délégués de plus de 80 organisations qui appelaient à la mobilisation. Il était suivi d'un immense drapeau palestinien, large comme le boulevard. Venait

ensuite la longue cohorte AFPS, elle précédait la foule des manifestant-es – plusieurs dizaines de milliers de personnes qui attendaient, massées place de la République. Le moment était venu de donner la parole à Anne Tuaille et Salah Hamouri, chargés du signal de départ : « *Le cessez-le-feu est un écran de fumée [...]. Israël le viole tous les jours, continue d'empêcher l'aide humanitaire de rentrer à Gaza et de détruire les infrastructures et les maisons. Nous demandons un cessez-le-feu définitif et la fin du génocide* » rappelait Anne Tuaille. Puis le cortège s'est ébranlé pour une longue marche : « *Gaza, Gaza, la France est avec toi* ». La nuit tombait quand les premier-es manifestant-es ont atteint la place de la Nation.

De cette journée internationale du 29 novembre, instaurée par les Nations unies depuis 1977, restera le souvenir d'une foule déterminée, qui exprimait haut et fort sa solidarité avec le peuple palestinien. Aucun incident, une dignité collective exemplaire. Une mobilisation magnifique !

ACC et BD

Maisons de femmes en Palestine retour de mission

Au sein de plusieurs groupes locaux de l'AFPS, nous menons depuis 3 ans un projet « Maisons des femmes en Palestine ». Lors de missions précédentes les femmes rencontrées en Palestine nous ont fait part de la triple oppression qu'elles vivaient : celle de l'occupation et de la colonisation israélienne, celle de la situation politique que cela génère et celle liée à la société patriarcale ainsi que de la résistance qu'elles y opposent.

En 2022, après avoir rencontré plusieurs associations palestiniennes de femmes, nous avons retenu RWDS (*Rural Women Development Society*), dont l'objectif est de faire progresser les droits sociaux, économiques et politiques des femmes rurales en créant et soutenant des « maisons des femmes » dans 58 villes et villages, espaces de soutien et d'autonomisation au sein de leurs communautés locales.

De 2023 à 2025, nous avons soutenu 3 projets proposés par RWDS dans les villes de Za'atara (est de Bethléem), Idna (ouest d'Hébron) et Al Walaja (sud-ouest de Jérusalem), 10 000, 30 000 et 3 000 habitants, respectivement.

Ces projets comportent un volet de réhabilitation de leurs locaux (prêtés par les municipalités) – l'objectif étant de disposer d'un lieu où elles peuvent se retrouver, y compris parfois avec leurs enfants, se former, développer des activités, produire, et être valorisées dans leur communauté – et un volet lié au développement de leurs activités spécifiques. Notre budget s'est élevé à 60 000 €, par tranches de 15 000 €.

Début novembre, nous sommes allé-es sur place, notre dernière mission datant de mai 2023. Nous avons rencontré les femmes de ces trois « maisons », échangé avec elles sur la réalisation des projets, et sur leurs besoins futurs éventuels. Nous avons aussi étudié les possibilités de partenariats sur les 3 années à venir, soit avec ces mêmes « maisons », soit avec de nouvelles que nous a présentées RWDS, à Surif et à Wadi Rahal (au sud et au sud-ouest de Bethléem). Et nous avons convenu d'organiser la venue en France de quelques femmes pour une tournée, à la fin du 1^{er} semestre 2026.

Les femmes nous ont exprimé leur grande satisfaction d'avoir enfin des locaux agréables et fonctionnels, salles de réunion, bureaux, sanitaires. Et selon les endroits, cuisine commune, aménagement de l'extérieur, jeux pour enfants. Elles ont souligné l'augmentation de leur activité : nombre de bénéficiaires et de « bénéficiaires », fréquentation de jeunes, fréquence des activités, multiplication de l'offre et des formations. Ces dernières touchent aussi bien l'éducation numérique, que la santé, le handicap, l'alimentation, la valorisation des déchets, la vie démocratique...

À Za'atara et à Idna, la salle de réunion/formation est désormais aussi louée à de nombreuses autres organisations locales, ce qui, fournit un petit apport financier et confère à la Maison des femmes un statut social au sein de la communauté locale.

Dans chaque maison, 1 ou 2 femmes font d'ailleurs partie du Conseil municipal. De façon plus spécifique, Za'atara a développé dans le cadre du projet une campagne de sensibilisation à l'environnement dans la ville et dans les écoles.

La situation économique des familles en Palestine s'est dégradée (restrictions imposées par l'occupation, augmentation très forte du chômage). Aussi, toutes ces maisons essaient de mettre en place des activités « commercialisables » (restauration, transformation alimentaire, artisanat) ce qui n'était pas le cas il y a deux ans.

Par ailleurs, nous avons pu constater l'augmentation du nombre des colonies et avant-postes. Lors de nos visites nous avons senti le poids de l'étouffement progressif du TPO (territoire palestinien occupé), la menace des destructions, des arrestations. Les itinéraires de ville à ville sont allongés par la présence de nombreuses barrières qu'il faut contourner, sans garantie de passer. Ainsi il nous a fallu quitter notre voiture à un double barrage à l'entrée d'Idna – totalement isolée depuis 1 an et 2 mois – et nous faire récupérer de l'autre côté. Cela crée une atmosphère de crainte permanente que nous avons bien sentie chez notre accompagnateur palestinien (ne pas regarder les soldats à la barrière, revenir avant la tombée de la nuit) qui affecte la vie, mais aussi l'économie.

La violence des colons est omniprésente dans la vie quotidienne. Par exemple à Surif, les colons viennent attaquer en pleine ville : la maison de l'une des participantes avait été vandalisée la veille, un adolescent avait été tué deux jours plus tôt et deux seniors envoyés à l'hôpital la semaine précédente. Et face à ce qu'elles vivent, les femmes que nous avons rencontrées font société, se serrent les coudes, se soutiennent mutuellement. Elles sont ensemble.

Nous avons besoin de davantage de dons pour poursuivre notre projet, lequel est désormais soutenu par 10 GL, par des particuliers, quelques associations et subventions de collectivités locales.

Christine Post et Renée Prangé

Pour en savoir plus : <https://www.france-palestine.org/Maisons-des-Femmes-en-Palestine>
Pour soutenir le projet : <https://www.helloasso.com/associations/association-france-palestine-solidarite-nanterre/formulaires/2>
Contact : maisondesfemmes.pal@gmail.com

Du projet Hara 36

à la tournée en France « la Palestine narrée ».

Avant d'être la performance que l'on a pu voir aux différentes étapes d'Hara 36 « la Palestine narrée », à Grenoble, Les Mées, Marseille, Colmar, Strasbourg, Paris, Bobigny, Montpellier, Saint-Étienne, Blois, Nanterre et Lille, où iels étaient les invité-es des GL de l'AFPS entre le 20 novembre et le 10 décembre, le projet avait déjà une belle histoire...



Pendant la performance « la Palestine narrée » d'Hara 36 aux Mées (04) le 23/11/25

Hara 36 est né de la rencontre et de l'amitié de Palestinien·nes, dont les principaux protagonistes sont Hala Yacoub, Qassam Muaddi et Ghassan Naddaf – qui travaillent à Ramallah. Professionnel·les de l'écrit et de la parole (journalistes, avocat, écrivains), captivé·es par les récits populaires et la transmission, iels ont d'abord choisi de créer et d'animer un petit groupe à titre bénévole, souhaitant faire partager leur Histoire/leurs histoires et leur mémoire au travers de « grands » textes littéraires de référence, des recueils de récits-témoignages, d'écrits spécifiques pour ce projet, ou d'enregistrements...

Puis en septembre 2024, en réaction à la vague de discours déshumanisants qu'iels entendent dans les médias occidentaux, leur vient l'idée de créer un site « en français » pour faire connaître et valoriser la culture populaire palestinienne. Faire savoir à qui veut les lire et les écouter qu'iels ne sont pas que des nombres !

Enfin, le troisième étage du projet – mais certainement pas le dernier⁽¹⁾ – a été de faire une sélection de textes rédigés spécialement pour Hara 36 et de les mettre en scène, dans une approche plus tactile, pour incarner leur démarche et pour susciter des rencontres.

Ainsi le projet d'abord journalistique, devient littéraire, avant d'être aujourd'hui artistique, et demain de développer si possible des ateliers à l'attention des plus jeunes Palestinien·nes, même si l'idée doit encore mûrir un peu avant de prendre concrètement forme...

Dans la sélection des six textes mis en scène, le poétique et le tragique ne s'opposent pas. La volonté qui guide ces moments est de décrire la réalité, de parler des vivant·es, de ne surtout pas attendre la mort pour évoquer leur passage et en faire alors des héros ou des héroïnes de contes...

En tant que professionnel·les de la plume, iels se reconnaissent la responsabilité d'écrire et d'exprimer. Face à l'actualité tragique et au colonialisme qui peut encore durer longtemps et continuer d'écraser les corps et les vies, iels veulent transmettre la volonté du peuple et affirmer : « Nous sommes là. Nous vivons. Nous parlons. Nous savons ce que vous avez fait et ce que vous faites ».

Pour elle et eux, il est important de l'écrire et de le dire dans ce langage populaire, très accessible et souvent poétique, simplement comme dans la vie.

Cela est d'autant plus important que « comme d'habitude », une injustice majeure est encore à l'œuvre, dont le dernier exemple vient de la décision du Conseil de sécurité de l'ONU, qui met sous tutelle un État nouvellement reconnu par une dizaine de pays, et invisibilise un peuple, en votant – encore une fois – sans avoir consulté auparavant les Palestinien·nes ; sans leur permettre d'exprimer un avis ou des propositions ; sans accepter qu'iels puissent participer à la nouvelle phase du « plan Trump » ; en les rendant invisibles !

De la même façon, le plus souvent on ne cherche pas à savoir comment les Palestinien·nes vivent leur quotidien, quel est leur rapport au passé, ou à leur Histoire/histoire ?

Le projet Hara 36 vient de cette volonté de faire connaître l'identité et la culture profonde de leur peuple. Il ne s'agit pas de



De gauche à droite : Qassam Muaddi, Hala Yacoub et Ghassan Naddaf

la limiter au folklore, mais de l'ancrer dans une réalité politique, cette réalité « anormale » qui les menace quotidiennement. Car comment pourrait-on être réellement proche de personnes que l'on ne connaît pas ?

D'ailleurs le nom choisi pour le site et pour cette aventure annonce clairement la donne. D'une part, « Hara », le quartier, le premier lieu de l'enracinement, celui où l'on vit, où l'on agit, celui dont on est partie prenante. Et de l'autre, « 36 », en référence à la révolte de 1936. Une rébellion particulièrement populaire ; dont le keffieh, porté par les paysans qui se sont alors soulevés, nous est laissé encore aujourd'hui comme un symbole de leur lutte. Mais aussi « 36 », comme l'écrivain et homme politique palestinien Ghassan Kanafani⁽²⁾, né en 1936 et mort à 36 ans. Le premier à raconter l'histoire de la Palestine au travers des personnes...

La performance qui alterne pendant plus d'une heure, lectures, saynètes jouées, et projections de courtes vidéos, est séquencée en 6 thématiques sous-titrées « Nakba », « survivants à distance, la dispersion des familles à Gaza », « plus que des réfugiés », « plus que des affamés », « Sisyphe en ville », « la guerre

est finie ». Elles permettent d'aborder un peu l'Histoire et sa répétition dans les déplacements forcés, travaux menaçants ; la situation cruciale de la déportation des travailleurs gazaouis qui, ayant perdu leur permis de travail en Israël, ont été interdits de rentrer chez eux après le 7 octobre 2023, et ont été déportés en Cisjordanie ; la colonisation comme un rouleau compresseur qui transforme l'Etat et les individus capables de produire et d'être indépendants en « groupe » d'assistés ; l'actuelle pression économique liée à « la reconstruction de la Bande de Gaza », où l'on tente d'obliger un peuple de devenir une « zone d'investissement commercial rentable » en lieu et place d'une patrie consciencieusement réduite à néant ; et puisque « la guerre est finie » et que certain·es ont survécu, d'imaginer un futur. ■

Mireille Sève,
en concertation avec « Hara 36 »

Si vous souhaitez découvrir ou rester en lien avec Hara 36, n'hésitez pas à vous abonner à leur site en français ! Il est également possible de les soutenir financièrement... <https://hara36.substack.com/>

Pour mémoire, cf. PalSol n° 93 de juillet 2025, page 7

(1) Projet d'atelier avec des jeunes Palestinien·nes pour qu'iels puissent transmettre leurs histoires familiales

(2) Ghassan Kanafani (en arabe : غسان كنفاني), né le 9 avril 1936 à Acre en Palestine, et mort le 8 juillet 1972 à Beyrouth, au Liban – assassiné par le Mossad –, est un écrivain et homme politique palestinien. Il est connu pour son œuvre abondante relative à la cause palestinienne dont la plus emblématique est *Retour à Haïfa*

Conférence nationale des groupes locaux « La jeunesse avec la Palestine »

Les 6 et 7 décembre 2025, près de 170 adhérents de 46 groupes locaux ont été accueillis à la Bourse du travail de Lille. Un merci renouvelé à la CGT Nord qui a mis à disposition ses locaux. Notre groupe local Nord-Pas-de-Calais a pu accueillir les réunions plénières ainsi que les 10 ateliers (cf. le site national).

Anne Tuillon, présidente nationale de l'AFPS et Mireille Gabrelle, du GL 59/62 ont ouvert la CNGL. Pour la CGT Nord, Hamid a salué les participants et rappelé son soutien à la lutte du peuple palestinien et la nécessaire solidarité avec Jean-Paul Delescaut, injustement condamné.

La pertinence du thème retenu, « La jeunesse avec la Palestine » s'est vérifiée tout au long de la CNGL. Les nouveaux et jeunes adhérents ont joué un rôle essentiel lors de ces deux journées de débats et de propositions concrètes.

Les nouveaux adhérents ont pu découvrir toute la richesse de notre association nationale, de ses groupes locaux, lors des



moments de pause, des repas en commun ou de leurs passages aux stands.

Notre stand local proposait des céramiques d'Hébron/El Khalil, des dattes de la vallée du Jourdain, du frikké et du maftoul de coopératives agricoles de Cisjordanie, soutien concret aux paysans palestiniens. Notre table de littérature a aussi connu grand succès !

« Les joyeux mutins et joyeuses mutines » ont contribué à la conférence nationale, en interprétant une partie de leur répertoire de chants engagés et populaires, dont le *Lā* de M. Darwich et M. Khalifa, et la *Palestine*, adaptée sur l'air de *Potemkine* de Jean Ferrat.

Le docteur Salem, responsable local de PalMed France, était aussi à l'honneur, invité à présenter l'extraordinaire travail des équipes médicales en Palestine et au Liban, et, depuis le 7 octobre 2023 à travers des dizaines de missions à Gaza.

Invités également, les députés LFI des circonscriptions attenantes à la Bourse du travail, Ugo Bernalicis et Aurélien Le Coq ont salué la CNGL, rappelé l'importance de garder les yeux sur Gaza



avec notre boussole qu'est le droit international et dénoncé l'instrumentalisation et le chantage inique à l'antisémitisme, dans le but de bâillonner les voix de la justice et de la paix.

Un chaleureux merci aux bénévoles, Nito, Djamilia, Souhila, qui nous ont régales midis et soir. Mention spéciale à Thi Hang pour le diaporama, permettant de rendre plus concrètes la participation de la jeunesse à nos mobilisations, particulièrement aux actions BDS.

Samedi soir culturel et moment d'émotion : voix et histoires de Palestine, narrées avec Hara 36 par nos amis palestiniens, Qassam, Hala et Ghassan, qui ont témoigné du quotidien des Palestiniens « au cœur du silence accablant qui étouffe le vécu des Palestiniens. »

Corinne témoigne « J'ai pu participer à 3 ateliers, « Convergence des luttes », « Culture » et « Défense des libertés » ».

« Deux jours intenses en rencontres, en formation et informations, en émotion aussi. Très bonne ambiance générale, la CNGL, organisée avec maestria avec l'aide incroyable de Bertrand, d'Anyà et de tant de petites mains discrètes mais efficaces et présentes tout au long du week-end, a su allier moments studieux et moments conviviaux. Beaucoup d'émotion également lors de l'hommage à la présidente de notre GL ! » affirme Grégory.

La conférence nationale aura été l'occasion de rencontrer d'autres adhérents et de consolider les liens entre GL.

MG



Une dissymétrie accablante

Deux questions à Pauline Perrenot

Pauline Perrenot coanime *Acrimed* (Action Critique médias). Elle a écrit dans *Le Monde diplomatique* et participe à la réalisation de *Quatrième pouvoir*, diffusé sur la web TV de *Blast*, le souffle de l'info. Sur le site d'*Acrimed* elle analyse régulièrement la dissymétrie accablante qui fait le quotidien de la plupart des médias à propos de la Palestine.

Dans votre livre *Les médias contre la gauche* (1) vous démontrez comment les grands médias s'alignent sur les acteurs dominants, quel que soit leur champ (politique, économique, académique, journalistique, etc.). Ils sont l'objet d'une écoute déferente alors que les points de vue divergents sont soumis au procédé de « l'interview interrogatoire », soit une avalanche de questions et d'interruptions au milieu de laquelle l'expression devient un périlleux parcours d'obstacles. Ce phénomène n'est pas l'apanage des médias à la solde de milliardaires, il s'observe également sur le service public.

Pauline Perrenot : C'est un phénomène structurel qui n'a pas commencé le 7 octobre 2023, même s'il se donne à voir de manière caricaturale depuis. La liste de ses manifestations serait trop longue à établir ici, mais on peut au moins citer le rapport différencié des journalistes à leurs sources et à leurs interviewés. Le 16 septembre 2025 par exemple, alors qu'il était question de l'anéantissement méthodique de Gaza-ville, LCI a diffusé un « face caméra » d'une minute, préenregistré par le journaliste palestinien Rami Abou Jamous. Dans la foulée, le porte-parole de l'armée israélienne, Olivier Rafowicz, a bénéficié quant à lui d'un temps de parole près de dix fois supérieur, dans des conditions incomparablement meilleures : une interview en direct et en duplex. Ce double standard n'est pas propre aux chaînes d'information en continu, ni même aux médias commerciaux. Guillaume Erner s'illustre dans la matinale de France Culture par ses partis pris à répétition : il sait se montrer nettement plus tendre avec un ex-officier israélien qu'avec la rapporteuse spéciale de l'ONU, Francesca Albanese. Quitte à nourrir le confusionnisme en faisant passer le droit international pour une opinion, et en continuant de se faire l'écho – et donc de légitimer – la propagande israélienne (2).

D'une manière générale, quand ils ne sont pas invisibilisés, les Palestiniens et leurs soutiens (réels ou supposés) sont sommés de s'aligner sur le prêt-à-penser sous le feu d'invectives, d'injonctions et d'interruptions à tout-va. Les comportements à leur égard relèvent de la suspicion a priori. Si Leïla Shahid en a fait les frais sur RTL (3), le cas de Rima Hassan est sans doute le plus spectaculaire (4) : objet d'une diabolisation outrancière, elle est accusée au choix de manipuler ou d'être manipulée, d'entretenir sa carrière personnelle ou de fracturer

la République. Le traitement qui lui est réservé est un miroir grossissant des pires travers journalistiques, mais aussi l'un des symptômes les plus édifiants du racisme anti-palestinien dans les grands médias.

Le double standard se mesure également à l'aune des « punitions » en cas de non-conformité. Ainsi, la direction de France-info a sanctionné un journaliste pour avoir écrit « *otages palestiniens* » sur un bandeau, mais n'a rien trouvé à redire au fait qu'un éditorialiste d'*i24News* dispose d'un rond de serviette sur son antenne (5). France Inter a licencié Guillaume Meurice pour une blague sur Benyamin Netanyahu, mais n'a aucune réaction face aux chroniques insultantes que Sophia Aram adresse régulièrement au mouvement de solidarité avec la Palestine.

Dans votre livre, vous soulignez à quel point, depuis les années 2010, le couple « islam-insécurité » occupe l'agenda médiatique, cette grille de lecture qui marque profondément tout ce qui touche au Proche-Orient, était plus que jamais à l'œuvre – au moins implicitement – au moment de la libération des otages et des prisonniers.

P. P. : Ça a été, en effet, l'occasion de compassions sélectives qui ont montré l'ampleur de la déshumanisation des Palestiniens dans les grands médias. *Libération* en a donné un bel exemple le 13 octobre 2025 (6). Sur plus des deux tiers de la double-page « Événement » du quotidien s'alignaient les photographies et de courtes notices biographiques de chacun des « 20 otages israéliens présumés vivants ». Les prisonniers palestiniens étaient relégués dans deux fines colonnes de texte sans la moindre image, coincées sur le sixième de page restant. Ce n'était pas un cas isolé, loin s'en faut : le sujet des libérations a fait la une d'une large part de la presse le 14 octobre 2025, mais les Palestiniens n'ont jamais (ou presque) été représentés en couverture ! *Acrimed* avait déjà documenté cette désinformation par omission lors d'une séquence antérieure dite de « cessez-le-feu », dans les pages du *Parisien*, en janvier-février 2025 (7). Tous nos indicateurs allaient dans le même sens : les journalistes citaient près de neuf fois plus d'Israéliens que de Palestiniens ; on pouvait croiser 239 noms d'Israéliens (citoyens lambda, otages et leurs proches), contre seulement 15 noms palestiniens.

Exacerbée sur les plateaux télé, cette invisibilisation structurelle des Palestiniens a contribué mécaniquement à marginaliser leur(s)



point(s) de vue. Y compris lors de la séquence sur la reconnaissance de la Palestine où il était pourtant question de leurs droits démocratiques et nationaux. On a pu constater, alors, une disproportion flagrante : des sujets n'étaient quasiment jamais évoqués (sanctions contre l'État d'Israël, décolonisation, abolition de l'apartheid et de l'occupation militaire, etc.) alors que d'autres l'étaient de façon systématique (démilitarisation du Hamas, réforme de l'Autorité palestinienne, libération des otages, etc.). Partout ou presque, le « débat » médiatique était réduit à ce que devait concéder la partie palestinienne. En d'autres termes, les commentateurs discutaient sur la façon de contraindre l'occupé pour assurer la « sécurité » de... son occupant.

Cette invisibilisation et cette déshumanisation des Palestiniens sont des choix éditoriaux, révélateurs de l'impensé colonial et du racisme anti-arabe extrêmement prégnants au sein des sphères médiatiques et politiques. *Acrimed* ne cesse de documenter cette droitisation « par le haut ». C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre l'adhésion idéologique d'une large part des rédactions au récit d'une guerre de « civilisation » (contre la « barbarie »), une vision du monde qui a presque réussi à supplanter la lecture coloniale du génocide et du conflit. Il est difficile de comprendre le « succès » d'une telle lecture de l'histoire sans rappeler combien la construction médiatico-politique du « problème musulman » travaille le débat public depuis plusieurs décennies, et sans rappeler que les discours islamophobes ont pignon sur rue, tout particulièrement dans les médias d'extrême droite. À cet égard, on ne s'étonnera pas que l'empire Bolloré – et ses médias amiraux, *CNews*, *Europe 1*, *Le JDD* – soient un porte-voix indéfectible de l'État d'Israël... et son soutien le plus acharné dans le paysage médiatique depuis plus de deux ans.

Synthèse Bernard Devin

Le Proche-Orient, miroir du monde*

« Comprendre le basculement en cours »

Le Proche-Orient révèle les fractures de l'ordre mondial : nettoyage ethnique des Palestiniens et agressions meurtrières de ses voisins par l'État israélien sont au cœur d'une brutale accélération de l'histoire, faisant plus que jamais de cette région, un miroir du monde.

Le professeur Ziad Majed dirige le programme des études du Moyen-Orient à l'Université américaine de Paris. Franco-Libanais, il connaît intimement cette région, à laquelle il a consacré des années de recherches. Son érudition a fait de lui une autorité incontestée, régulièrement invitée dans les médias. Il vient de publier ce véritable manuel d'histoire politique du Proche-Orient : par la fluidité de son écriture, il rend accessible l'histoire contemporaine du Proche-Orient tout en la situant dans les évolutions globales du monde.

Ziad Majed documente et met en perspective le boom pétrolier, la révolution iranienne, le *djihad* afghan, l'opération « tempête du désert », la guerre contre le terrorisme et l'invasion de l'Irak, les révolutions arabes et la guerre syrienne. En revisitant un siècle d'histoire politique de la région, il montre l'omniprésence des puissances occidentales en tant que forces coloniales porteuses de destructions. C'est ce que souligne cette terrible formule (page 313) : « les ruines cessèrent d'être un interstice entre deux temporalités historiques ; elles constituèrent un mode d'organisation politique destiné à maintenir les populations dans une précarité structurelle et une dépendance constante ».

Dès lors, le 7 octobre 2023 et le génocide à Gaza apparaissent comme le fruit d'une continuité implacable. Pire, la région alimente plus que jamais les désordres mondiaux qui s'inscrivent

à travers la régression de l'universalisme et des principes démocratiques, la remise en cause du droit et des institutions internationales. Avec le soutien actif des USA et la passivité complice de la majorité des gouvernements européens, la logique impérialiste, la violence coloniale et le génocide effacent les principes et les normes juridiques qui constituaient les repères moraux de l'après deuxième guerre mondiale. Dans ce contexte,

le Proche-Orient apparaît plus que jamais comme le reflet d'un monde au double visage : d'un côté, racisme, impunité, destructions et déni ; en face de quoi, peu ou prou, « s'inventent, malgré tout, des formes inédites de résistance, de conscience critique et d'alliances transnationales ».

Bernard Devin

* De Ziad Majed, Éditeur La Découverte, Octobre 2025



(1) Pauline Perrenot, *Les médias contre la gauche*, Agone, réédition 2025.
 (2) Guillaume Erner face à Francesca Albanese : suspicion et délégitimation, *Acrimed*, 21 novembre 2025.
 (3) Dans les médias, la reconnaissance de la Palestine... sans Palestiniens, *Acrimed*, 7 octobre 2025.
 (4) Acharnement médiatique contre Rima Hassan (vidéo), *Acrimed*, 31 mai 2024.
 (5) *i24News* : un rond de serviette sur France Info, *Acrimed*, 9 mai 2025.
 (6) Libérations en Israël/Palestine : le deux poids, deux mesures bat son plein, *Acrimed*, 21 octobre 2025.
 (7) « Cessez-le-feu » à Gaza : les aillères et les partis pris du *Parisien*, *Acrimed*, 27 février 2025.

Gestion des retours : Association France Palestine Solidarité
21 ter rue Voltaire 75011 Paris

P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

« La solidarité est une forme politique de l'amour » *

En 2025 nos gouvernements et une grande majorité des États auront fait la preuve de leur obscénité, d'un côté se gargarisant de mots et de valeurs, de l'autre piétinant le droit international et la justice. Au mieux, la communauté internationale a échoué puisqu'elle n'a ni condamné le génocide à Gaza, ni arrêté l'offensive en Palestine, afin de laisser Israël exercer sa toute-puissance en détruisant nombre des citoyen·nes du Moyen-Orient, dont le peuple palestinien et les Gazaouis en particulier.

Prenons acte que pour un côté du monde Israël fait partie d'un dessin impérialiste, aux relents colonialiste et raciste, que les États-Unis et avec eux les pays occidentaux sont en train de réaliser. Mais Israël n'est puissant que par l'impunité qu'on lui accorde!

Aujourd'hui, plus que jamais, nous savons que c'est à nous, personnellement, qu'il appartient d'être mobilisé pour que l'État d'Israël soit enfin stoppé et tenu comptable des abominables crimes qu'il commet. Et que les Palestinien·nes ont aussi besoin d'être assuré·es de notre soutien indéfectible pour continuer et contribuer à la protection de leur territoire...

« Le cessez-le-feu n'a pas mis fin à notre lutte quotidienne. Il ne marque que le début [...] de la reconstruction des vies brisées, du deuil de ceux qui ne reviendront jamais. [...] Pour nous, ce n'est rien d'autre qu'une nouvelle forme de survie, une nouvelle étape de résilience dans une vie qui doit continuer »⁽¹⁾.

Ne comptons pas avoir d'aide. C'est avec la force de nos convictions pour la justice, de notre capacité de révolte et de colère contre l'inadmissible, de notre humanité et de notre combat politique pour le droit, que nous devons agir pour que ces valeurs ne disparaissent pas. Cependant, pour espérer peser, nous devons être uni·es de façon infaillible.

Nous ne pouvons considérer l'avènement du « plan de paix » comme une fin de l'histoire. Nous devons en faire la date de fracture vers une nouvelle étape de l'expression agissante de notre volonté. Et permettre aux Palestinien·nes de s'appuyer sur notre solidarité, pour créer suffisamment d'espoir en leur avenir et soutenir le *Soumud*.

L'équipe du comité de rédaction se joint à moi pour vous souhaiter l'énergie et la force de mener ce combat sans relâche, non seulement pour les Palestinien·nes, mais pour notre société tout entière.

Mireille Sève

*Citation d'Alicia Weiss rabbinne américaine dans le dernier livre de Fr. Albanese *Quand le monde dort*.

(1) Nour Z Jarad dans *Libération*, 29/11/25

Trimestriel édité par l'Association
France Palestine Solidarité (AFPS)

Directrice de publication :
Anne Tuillon

Comité de rédaction : Anne Catherine Charrier,
Bernard Devin, Jacques Fontaine,
Jacques Fröchen, Odile Kadoura,
Françoise Leblon, Jean-Marc Lévy, Mireille Sève

Présidente de l'AFPS :
Anne Tuillon

Maquette et mise en page : Jean-Marc Lévy
CPPAP : N° 0928 G 83106

Imprimerie : Printcorp
37, avenue des Châtelets
22440 Ploufragan

Palestine
Solidarité
janvier 2026

redaction-palsol@france-palestine.org
www.france-palestine.org
Association France Palestine Solidarité
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris (M° Rue des Boulets)
Tél. : 01 43 72 15 79
Fax : 09 56 03 15 79
CCP : La Source 34 521 83 N

Trimestriel indiquant la position de l'AFPS sur la question palestinienne et apportant des analyses, des interviews, des informations culturelles, ou sur la vie de l'association et les activités de ses partenaires du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Quatre numéros par an.

Abonnement :
7 € pour les adhérents à l'AFPS
12 € pour les non adhérents
Abonnez-vous!